

Politis,

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr

SOUSCRIPTION

SANS VOTRE SOUTIEN
POLITIS
VA DISPARAÎTRE
SAUVONS
POLITIS!

Déjà 415 000 euros
avant la dernière
ligne droite!

PRÉSIDENTIELLE

Les antilibéraux ont
leur programme

TURQUIE

Une loi qui attise
le nationalisme

PHOTOGRAPHIE

Budapest 1956

IDÉES

Entretien avec
Chico Whitaker

M 03461-0922 3,00 E

PRE-VISUALISATION
OFFSET

n° 922

3 €

Politis,

SOCIAL

Les oubliés de la croissance



Sommaire

Au fil de la semaine 4 à 19

SAUVONS POLITIS

Pages 4 à 5

GROS PLAN

RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL.

Les collectifs ont leur programme.

Pages 6 et 7

FRANCE

UNIVERSITÉS. « Ni sélection ni expulsion ».

Page 8

MONDE

NOBEL. Muhammad Yunus, la paix par le crédit ?

Page 8

ÉQUATEUR. Mauvais tour.

Page 9

ÉCONOMIE. « L'argent du beurre », par Gérard Duménil.

Page 9

TURQUIE. Une loi qui alimente les nationalismes, par Bernard Dreano.

Page 10

CULTURE

PHOTOGRAPHIE. « Budapest 1956, la Révolution », par Erich Lessing.

Page 16

CINÉMA. Ultime rencontre avec

Danielle Huillet.

« Bamako », d'Abderrahmane Sissako.

Page 17

MUSIQUE. Festival Villes des musiques du monde en Seine-Saint-Denis.

Page 18

THÉÂTRE. « Sur les ailes du temps », par Vincent Colin.

Page 18

TÉLÉVISION. « Chirac », de Patrick Rotman.

Page 19

Idées 20 et 21

ENTRETIEN avec Chico Whitaker :

« Une manière nouvelle de faire de la politique ».

ESSAI. « American philo. Entretiens avec Avital Ronell », par Anne Dufourmantelle.

Action 22 à 29

JUSTICE

Georges Ibrahim Abdallah, l'acharnement.

Pages 22 et 23

BABIL WEB

Absorbez-moi tout ça !

Page 25

CULTURE

Rencontres du Centre international pour le théâtre itinérant à Crozon.

Page 26

ÉCOLOGIE

« Vingt ans d'OGM », par Gilles-Éric Séralini.

Page 27

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Entretien avec Nicolas Gottry, administrateur d'Artisans du monde.

Page 29

Bloc notes

30 et 31

ABONNEMENT À DURÉE LIBRE

11€ PAR MOIS au lieu de 12,55 €



OFFRE RÉSERVÉE AUX NOUVEAUX ABONNÉS

☐ **OUI**, je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et je m'abonne à **Politis en durée libre, au prix de 11 euros par mois**. Je recevrai Politis chaque semaine ainsi que les hors-série. Je serai libre de suspendre mon abonnement à tout moment par simple courrier adressé au journal. La somme de 11 euros sera prélevée sur mon compte, chaque fin de mois sans frais supplémentaires. Je remplis l'autorisation de prélèvement ci-dessous.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT MENSUEL			
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom _____			
Prénom _____			
N° _____ Rue _____			
Code postal _____		Ville _____	
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER			

N° _____ Rue _____			
Code postal _____		Ville _____	
N° national d'émetteur : 492 091			
J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier Politis SAS, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.			
Date : _____		Signature obligatoire _____	
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
établissement	guichet	N° de compte	clé RIB
_____	_____	_____	_____
Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.			

Politis,

Fondateur : Bernard Langlois.

Politis est édité par SAS Politis, société par actions simplifiée au capital de 300 000 euros.

Principaux actionnaires : Association pour la défense de la pluralité de la presse, Doga SAS, le Monde diplomatique. Président, directeur de la publication : Pierre Guiard-Schmid. Comité de direction : Pierre Guiard-Schmid, Denis Sieffert.

Comité de prospective : Bernard Cassen (président), Jean-Pierre Beauvais, Pierre Guiard-Schmid, Bruno Lombard, Denis Sieffert, Thierry Wilhelm.

Directeur général : Jean-Pierre Beauvais.

Directeur de la rédaction : Denis Sieffert.

Chef des informations : Michel Soudais (politique).

Économie et social : Thierry Brun (chef de rubrique), Dante Sanjurjo.

Vie associative : Françoise Galland (chef de rubrique).

Écologie-Nord-Sud : Patrick Piro.

Société : Marion Dumand.

Culture-Idees : Christophe Kantcheff (chef de rubrique).

Gilles Costaz (théâtre), Jean-Pierre Jeancolas (cinéma), Denis-Constant Martin (musiques),

Frédérique Pelletier (BD), Jean-Claude Renard (arts plastiques, littérature), Jacques Vincent (rock), Jacques Vassal (chanson), Olivier Doubre (essais).

Médias :

Marie-Édith Alouf.

Premier rédacteur graphiste et webmestre :

Michel Ribay.

Rédactrice graphiste :

Claire Le Scannff-Stora

Rédactrice correctrice :

Pascale Bonnardel.

Conception graphique :

Frédérique Goursolas.

Administration-comptabilité :

Isabelle Péresse.

Secrétariat : Brigitte Hautin.

Publicité-promotion :

Michèle Bassereau.

publicite@politis.fr

Impression :

Imprimerie du Monde,

12, rue M. Gunsburg

94852 Ivry Cedex.

Relation abonnés.

Tél. : 01 49 60 10 39

Fax : 01 49 60 10 55.

politis@abocom.fr

Abon. 1 an France : 158 euros

Diffusion. NMPP.

Inspection des ventes

et réassort : K.D.

Éric Namont : 01 42 46 02 20

Numéro de commission

paritaire :

69830. ISSN : 1290-5550

Politis,

2, Impasse Delaunay

75011 Paris

Tél. : 01 55 25 86 86

Fax : 01 43 48 04 00

www.politis.fr

redaction@politis.fr

ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

Nous sommes tous des saumons

De quoi vous aurais-je parlé dans cette page si le devoir ne m'invitait pas d'abord à vous informer de la bataille que nous menons en

commun, vous et nous, depuis maintenant une huitaine de jours pour le sauvetage de *Politis* ? Sans doute d'un événement politique qui, visiblement, pose problème à la plupart de nos confrères : le débat qui se mène au sein de ce que l'on appelle la gauche antilibérale. La presse peine à rendre compte de cette incongruité politique. Elle aimerait que ce rassemblement à certains égards hétéroclite, mais très homogène sur l'essentiel, entre dans les schémas traditionnels. Elle aimerait pouvoir rendre compte d'attaques venimeuses motivées par des ambitions dévorantes. Comme ailleurs. Comme partout. Mais le *casting* ne s'y prête pas. Et la règle du jeu moins encore. Au lieu de cela, les journalistes, dont nous étions, ont eu à entendre samedi et dimanche, à Nanterre, un débat long et austère. Décevant, si l'on guette la zizanie. Passionnant, si l'on accepte les hésitations d'une pensée collective qui se forme en direct dans la construction d'un programme réellement social et écologiste. Décevant, si l'on se dit que le candidat qui sortira de ce chapeau-là a peu de chances d'être président de la République en mai prochain. Passionnant, si l'on pense qu'il s'agit de l'acte fondateur d'une autre gauche qui pourrait répondre enfin à une grande partie d'une opinion orpheline.

La question est de savoir si, à la fin, les chefs de file de la gauche antilibérale donneront raison aux journalistes, ou s'ils résisteront jusqu'au bout aux mauvaises tentations, et créeront une offre politique nouvelle pour la présidentielle de 2007, et au-delà. Peut-on mener à bien une tâche de cette nature à la fois dans le cadre et contre les institutions de la V^e République, c'est-à-dire dans le choix d'une personne et dans le refus de la personnalisation ? Michel Soudais et Clotilde Monteiro apportent un début de réponse – positive – en revenant dans les pages suivantes sur ce week-end de travail des collectifs pour une candidature unitaire de la gauche antilibérale. Et nous, nous revenons à notre bataille du moment. Mais au fond, les deux sujets sont-ils tellement éloignés ? Comme le dit si plaisamment l'admirable Philippe Avron, comédien hors pair, dans le courrier qu'il nous a adressé : le saumon est un poisson qui



nage à contre-courant. Nous sommes tous des saumons. Et nous sommes beaucoup plus nombreux qu'on ne le croirait.

Après une petite semaine de bataille, notre souscription atteignait lundi soir la coquette somme (je ne sais pas pourquoi les « sommes » sont toujours « coquettes ») de 415 300 euros. Et vous êtes 1 055 « saumons » contributeurs. Comme dans les rapides, il y a des petits et des gros poissons. Des souscripteurs à 25 euros et un ou deux à 10 000. Mais le cœur ne fait pas la différence. L'élan est le même. Les mots qui accompagnent les chèques se ressemblent. Nous y répondrons, bien sûr, quand nous pourrions nous-mêmes lever le nez du guidon. En attendant, limitons notre dialogue à quelques questions qui nous sont légitimement posées. Pourquoi la soudaineté de cette crise ? Parce que nous étions dans la préparation d'un plan de reprise ambitieux avec un partenaire dont nous n'avions évidemment pas prévu le désistement brutal, le 1^{er} octobre.

Pourquoi un million d'euros ? Nous avons fixé la barre à un million non parce qu'il existerait un seuil fatidique, mais parce qu'à ce niveau nous jugeons que notre plan de reprise sera fort. Bien sûr, il peut être crédible en

deçà. À quoi va servir cet argent ? La souscription ne vise pas à nous créer une trésorerie béante comme un panier percé. Elle prend en compte la nécessité de recréer un capital, d'assurer une viabilité et un développement sur plusieurs années, jusqu'à ce que ce journal ait atteint l'équilibre tout en franchissant un nouveau pallier. Un investissement sur Internet est évidemment

indispensable. Un accroissement des moyens de diffusion et de promotion est également plus que souhaitable. Et là, nous ne parlons plus seulement d'argent mais d'idées qu'il faut faire entendre au-delà des cercles actuels.

N'ayons pas peur de le proclamer, c'est une bataille politique que nous menons. Allons-nous atteindre nos objectifs ? Nous nous en approcherons en tout cas. Car il faut dire ici un mot de gros souscripteurs qui devraient nous permettre, dans la dernière ligne droite, de toucher au but. Des discussions se mènent. En aucun cas il ne s'agit de

« repreneurs ». Il n'y a pas de requins dans le monde des saumons. Tous ont le souci de l'indépendance de la rédaction et d'assurer la continuité d'une ligne éditoriale. Tous sont en sympathie avec ce journal. Tous témoignent d'un total désintéressement. Et, le moment venu, nous mettrons en place, avec leur accord, une structure qui garantira l'indépendance de la rédaction. Aucun ►

Pour la pluralité de la presse

Sauvons Politis !

ne demande le « pouvoir ». C'est nous qui sommes demandeurs. C'est nous qui avons besoin de nous entourer de compétences qu'ils peuvent nous apporter en regard de leurs parcours professionnels et de leurs expériences, par exemple dans le domaine de l'informatique. Voilà. Dans quelques jours, notre plan sera déposé. Il tiendra sa force d'abord de votre réactivité, amis lecteurs, et de votre attachement à ce journal. Ce qui s'est passé ces derniers jours a probablement transformé l'équipe de *Politis*. Quitte à paraître niais, j'avouerais que je n'avais pas imaginé pareil déferlement d'appels, de courriers et de chèques. Ces circonstances ont aussi durablement bouleversé la nature des rapports que *Politis* doit entretenir avec vous. Il nous faudra, dans l'élan, poser de nouveaux jalons pour que les « Amis de Politis » aient les moyens de vivre, d'agir et de réagir. En commençant par faire une place à nos lecteurs dans les instances de direction. Ce sera notre première responsabilité, aussi impérieuse que celle de faire un bon journal.

Comment ne pas dresser un parallèle entre cette mobilisation et celle des collectifs unitaires ? Et, plus largement, avec tout ce qui résiste au sein de la gauche à la vague libérale et à sa forme la plus insidieuse : la dépolitisation, la « pipolisation », ou encore l'américanisation de notre vie politique, qui, hélas, n'est pas seulement le fait de Nicolas Sarkozy. Comment ne pas se sentir proche de tous ceux qui aspirent à créer de nouvelles hiérarchies de l'information en tenant mieux compte des grands enjeux sociaux, écologiques, démographiques et culturels de l'époque ? Et de tous ceux aussi qui revendiquent le droit de douter et de s'interroger, à côté de quelques certitudes ? Évidemment, nous ne sommes pas assez fous pour penser que nous sommes seuls à mûrir cette réflexion. Les crises sont parfois salutaires. En disant cela, nous pensons évidemment à nos confrères de *l'Humanité* et de *Libération*. Ces derniers ont aussi des échéances brûlantes. Si l'on ose se permettre une timide ingérence, ce sera pour rappeler que l'on ne fait jamais un journal contre ses lecteurs ni contre sa rédaction. L'idée de faire de *Libération* un journal de droite est aussi farfelue que le projet de transformer *Politis* en magazine de l'automobile. Souhaitons-nous bonne chance pour que Dieu (pour ceux qui y croient) et le tribunal de commerce (et là nous sommes bien placés pour y croire) nous prêtent longue vie. Nos lecteurs le méritent.

N. B. : Vous trouverez ci-contre des informations plus précises sur notre campagne de soutien. Les choses allant plus vite que notre hebdomadaire, nous vous encourageons à visiter quotidiennement notre site.

4 Politis, JEUDI 19 OCTOBRE 2006



La dernière ligne droite

Depuis quinze jours, à lire les messages de soutien qui accompagnent vos dons, on verrait bien *Politis* quotidien pour pouvoir vous transmettre journellement notre gratitude et la fierté que nous ressentons à fabriquer votre, notre journal. Le compteur de la souscription n'aurait pas la même valeur sans votre intime conviction de l'incalculable utilité de *Politis*. Et l'énergie de votre confiance – « Vous allez y arriver ! » – nous fait déjà basculer, dans nos têtes, dans l'après-octobre : 2007 devra compter avec *Politis* !

Comment poursuivre notre effort, alors que le but est (presque !) à portée de main ? – Les chèques de participation sont bien sûr toujours le nerf de la bataille. Plus l'association « Pour *Politis* » – détenue par le personnel (dans un premier temps) et qui sera au cœur de la nouvelle structure juridique – sera dotée financièrement, plus elle sera forte pour maintenir l'indépendance du journal et décider de son avenir. – Les abonnements, nouveaux ou renouvellements, sont aussi un atout clé pour convaincre le tribunal que *Politis* dispose d'un véritable potentiel de développement. Bientôt Noël, bientôt la bataille politique de 2007, ralliez-vous à votre hebdomadaire préféré, abonnez, faites abonner ! (Claude, Michèle, Léa et les autres, continuez à l'acheter chez votre petit libraire de village, qui ne doit pas non plus disparaître.) – Diffusez encore et encore nos appels à soutien. Les premières pages de ce numéro de *Politis* et du précédent peuvent être photocopiées pour servir de tracts. Sur Internet, toute la matière est disponible sur www.politis.fr (le journal), et sur www.pour-politis.org (l'association « Pour *Politis* »).

Patrick Piro

Une lettre du quotidien italien Il Manifesto à Politis

Rome, le 15 octobre 2006,

Chers amis de Politis,

Apprendre qu'un journal proche du nôtre, culturellement et politiquement, est en train de rencontrer les mêmes difficultés que nous, vient confirmer le fait que la crise de la presse écrite, davantage encore si celle-ci est indépendante, sans patron et engagée à gauche, est une question qui va au-delà des seules péripéties qui touchent tel ou tel journal, dans tel ou tel pays. À tout cela, nous avons réfléchi au *Manifesto* depuis la naissance même de notre journal en 1971, habitués que nous sommes aux crises périodiques, auxquelles nous avons pourtant toujours survécu. Celle que nous traversons actuellement est toutefois la pire que nous ayons connue, puisqu'elle combine plusieurs facteurs : chute des ventes à la suite de la victoire du centre-gauche en avril dernier, augmentation du prix du papier et des coûts de distribution, subventions publiques toujours plus incertaines et baisse de la publicité alors que, pour tous les autres journaux, celle-ci représente désormais plus de 50 % des recettes.

Que faire alors ? Chercher un « patron » capable d'investir et de donner une certaine stabilité à une coopérative qui, depuis trente-cinq ans, est la propriété de ses employés, ou bien compter sur ses propres forces pour tenter de sortir une nouvelle fois de cette crise ? La discussion eut lieu justement au moment où, à *Libération*, quotidien analogue au nôtre par son histoire, advenait ce qui aurait pu nous arriver si nous avions suivi la première solution : un féroce plan de restructuration, avec coupes budgétaires et licenciements. Mais pour nous, au *Manifesto*, cela aurait été une rupture insupportable avec notre histoire et une profonde modification de notre raison d'être. C'est pourquoi nous avons choisi la voie la plus difficile. Reprenant la formule de l'un de nos fondateurs, Luigi Pintor (« Il Manifesto est une façon originale de faire de la politique » et un « luxe nécessaire »), nous nous sommes lancés à fond dans une

entreprise aux limites de l'impossible : chercher un million et demi d'euros de début juillet à fin septembre, puis trois autres millions avant la fin de l'année. Nous avons donc fait appel à tous, forces politiques, syndicats, lecteurs et amis, afin de continuer à faire vivre ce que nous avons désigné, ici encore à la suite de Pintor, comme « *le monstre* », c'est-à-dire une anomalie absolue dans le paysage éditorial italien. La mobilisation a été extraordinaire : grâce aux fêtes organisées par les partis de gauche, comme chaque été, à des dîners de soutien, des débats et des concerts, le premier chiffre a été atteint dès la mi-septembre. Aujourd'hui, à la mi-octobre, nous avons recueilli environ deux millions d'euros. Plus de vingt mille personnes ont souscrit à notre campagne « Sauvons le monstre », qui en donnant dix euros, qui en donnant cinquante mille. Six cent mille euros supplémentaires sont arrivés grâce aux cinq numéros extraordinaires (vendus au prix unitaire de cinq euros) et au numéro anniversaire pour nos trente-cinq années d'existence. Enfin, pour la fin de cette année, nous préparons un livre avec nos cent meilleures couvertures des dix dernières années et une campagne extraordinaire d'abonnements. Dans le même temps, nous réfléchissons à des améliorations du journal, y compris graphiques, afin de relater mieux encore les sociétés globalisées qui nous entourent, avec plus de reportages, d'enquêtes, de portraits et d'analyses... C'est là la voie dans laquelle nous sommes engagés depuis trente-cinq ans, et nous sommes certains que *Politis* parviendra à en faire autant. Au nom de toute l'équipe du *Manifesto*, je vous adresse, chers amis, un soutien chaleureux et nos plus chers vœux de réussite pour votre campagne de souscription. Sauvons *Politis* !

ANGELO MASTRANDREA, RESPONSABLE DES PAGES « SOCIÉTÉ » ET « ALTERMONDIALISME » D'IL MANIFESTO
Traduction : Olivier Doubre.

> Pour soutenir *Politis* et être informé régulièrement de sa situation,

rendez-vous sur le site de l'association Pour *Politis* :

www.pour-politis.org

> Pour envoyer vos dons, merci de libeller vos chèques à l'ordre de :

Association « Pour *Politis* » et de les envoyer à :

Association Pour Politis c/o Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.
P.-S. : les chèques reçus sont versés sur un compte bloqué. Ils seraient évidemment restitués en cas de malheur...

Du côté des lecteurs

Où en est la souscription ?

Quand, après avoir été une lectrice occasionnelle, je me suis décidée à m'abonner à *Politis*, je prenais la succession de mon père ; je marchais sur ses traces... et vous ne perdiez pas d'abonnés ! Je renouais aussi avec le *Politique Hebdo* de mes jeunes années.

Au fil des années, je l'ai vu s'enrichir, améliorer sa lisibilité. Quel hebdo vais-je lire si *Politis* n'existe plus ? Totale détresse.

DOMINIQUE P.-S. : UN CHÈQUE VA SUIVRE.

Lecteur depuis le n° 1 en 1988, je vais remettre la main au porte-monnaie pour essayer – avec d'autres – de vous aider à passer ce mauvais cap ! Vous êtes nécessaires à tous ceux et toutes celles qui voudraient qu'un autre monde soit possible !

GASPARD

Vous pas mourir. Je suis en IEP et subis propagande néolibérale. Pas survivre si vous stopper. Pression morale. Stop. Non, sans rire, comment ne pas flipper si le journal du « non » et de l'union antilibérale lâchait prise ? Heureusement, on va récolter assez de sous. J'ai envoyé mon chèque et j'ai lancé la collecte autour de moi. S'il faut, pour prouver ma confiance, je m'abonne pour dix ans d'avance.

SAMUEL

Vous êtes rares, continuez le combat !

MARIE

Tenez bon, on est là, et on a besoin de vous autant que vous avez besoin de nous.

PAUL MASSON

Il est impossible que *Politis* disparaisse : on va s'en sortir, parce que vous êtes irremplaçables, parce qu'on vous aime, tout simplement. Et l'amour soulève des montagnes... et amènera l'argent nécessaire !

CHRISTIAN COLOMBES

Pour que vive *Politis* jusqu'au numéro 1 000, que dis-je, jusqu'au 2 000 au moins. Nous avons besoin de *Politis* pour éclairer la grande bagarre des idées de l'échéance 2007. *Politis* vivra.

X. SANTARELLI

J'espère que notre action sera couronnée de succès, c'est la première fois de ma vie que je fais un don. Je vous souhaite bonne chance et j'espère que je pourrai faire lire un jour vos articles à mes enfants. Bonne chance.

DAVID LABOUCARIE

Le saumon est un animal qui remonte à contre-courant pour l'amour et la mort et la vie. Avec vous...

PHILIPPE AVRON, AUTEUR ET COMÉDIEN

Je vous apporte mon soutien (ci-joint) et tiens à vous dire combien j'apprécie votre hebdomadaire, qui redonne ses lettres de noblesse à la presse de gauche et au terme de citoyenneté. Amitiés.

VINCENT BAWEDIN

Souscription

Lundi 16 octobre, à 18 h, nous en étions

à 415 300 euros

Attaché au pluralisme de la presse, je ne me résous jamais à voir disparaître un titre, surtout lorsqu'il porte une parole de gauche, critique envers la mondialisation libérale et le social-libéralisme, solidaire des pays émergents et toujours à l'écoute du mouvement social.

Je vous apporte, en tant que maire du XI^e, en tant que premier secrétaire du Mouvement républicain et citoyen, tout mon soutien et vous autorise à en faire état. J'espère qu'une solution satisfaisante assurera la pérennité de *Politis*, que je lis toujours avec intérêt et qui est indispensable à la gauche antilibérale.

GEORGES SARRÉ

Abonnée mais fauchée ! Je vous dois bien cela... pour le commerce équitable que vous défendez, et pour la bouffée d'oxygène que vous me procurez !

GABRIELLE MUARA

Veillez trouver ci-joint ma petite participation, qui, je l'espère, permettra à *Politis* de continuer à vivre. Que ferais-je sans mon journal de qualité (et sans publicité, ouf ! Quel repos) et qui m'aide, par ses articles de fond, ses éditoriaux et tout le reste à voir plus clairement et à affiner mon jugement politique ? Merci à toute l'équipe et tenez bon.

C.

Enfin une adresse accessible aux sous-développés qui n'ont pas Internet ! Mais qui lisent *Politis* depuis ses débuts. Bon courage !

N. C.

Je suis un « lecteur en ligne » de *Politis*. Je vous envoie ce chèque à titre d'abonnement virtuel.

AU

Comme disait le général Leclerc : « Tenez bon, on arrive ! » Nous serons (sommes) des millions à vous aider ! *Politis* vivra car la démocratie, le débat, la lutte contre l'ultralibéralisme seront toujours à défendre.

B. S.

Au fil de la semaine

GROS PLAN

RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL

Les collectifs ont leur programme

Les antilibéraux ont désormais une batterie de propositions à faire valoir aux échéances de 2007. Après l'adoption d'une stratégie commune, cette seconde étape franchie permet d'envisager sereinement la question « délicate » du choix du candidat qui les représentera.

Le temps politique n'est pas le temps médiatique. Les militants engagés dans la construction d'un rassemblement antilibéral de gauche en ont fait une nouvelle fois l'expérience, ce week-end. Alors que la seconde rencontre nationale des collectifs avait pour seul objet de discuter du programme qui sera défendu lors des élections présidentielle et législatives de 2007, la plupart des comptes rendus de presse ont surtout mis l'accent sur la difficulté des antilibéraux à s'entendre sur une candidature commune. Le débat sur les élections n'a pourtant occupé que deux heures trente d'horloge dans une réunion qui aura duré près de quatorze heures. Il devrait être tranché début décembre. Cinq mois après leur lancement, les collectifs unitaires n'ont pas à rougir de leur bilan. Ils sont désormais 650 recensés sur tout le territoire. Les noyaux militants initiaux (communistes, trotskistes, républicains sociaux, écologistes, altermondialistes, socialistes) commencent à s'étoffer, assurent plusieurs animateurs de collectifs locaux qui ont vu réapparaître des citoyens non encartés, côtoyés pendant la campagne pour le « non » au référendum sur le traité constitutionnel européen. Pas à pas, le mouvement se construit. Et la mayonnaise prend. Les 600 à 700 délégués et observateurs qui ont participé, ce week-end, à la réunion de Nanterre, ont adopté un programme qu'ils ont longuement discuté, texte et stylo en main. Cette seconde étape, après l'adoption d'un texte qui a fixé la stratégie du rassemblement, le 10 septembre, à Saint-Denis, était importante. Elle augure bien d'un accord politique entre les différentes composantes du rassemblement antilibéral. Celui-ci ne sera pleinement effectif que lorsque sera franchie la troisième étape, celle de la désignation des candidats aux échéances électorales de 2007.

L'adoption du programme au consensus, une méthode raillée parfois, mais inévitable quand il s'agit de faire travailler ensemble des formations et des militants d'origine diverses, a été unanimement saluée. Même Léon Crémieux, dirigeant « majoritaire » de la LCR, venu en observateur, convient qu'il « marque une rupture avec le libéralisme ». Si des points restent en débat – le droit de vote des étrangers aux élections nationales (certains courants proposant l'octroi de la nationalité avant le droit de vote), le nucléaire, le rôle de la France dans le désarmement... –, chacun est satisfait de voir



Les participants ont adopté un programme qu'ils ont longuement discuté, texte et stylo en main.

se concrétiser, enfin, un projet propre à combattre les politiques néolibérales. « Ce programme prend en considération toutes les dimensions du citoyen et de la citoyenneté. C'est tellement inhabituel de fonctionner sur le mode de la démocratie participative qu'on a tendance à vouloir tout y mettre, explique Isabelle Barthélémy, déléguée non encartée du comité de Pignan (Hérault), mais c'est aussi la meilleure façon de dégager les lignes de force qui nous sont communes. » « Si on n'est pas des spécialistes de la vie politique et économique au sein des collectifs, on est, en revanche des spécialistes de la vie quotidienne. C'est à la fois notre faiblesse et notre force », conclut-elle. Pour Raphaël Brasseur, délégué, non encarté, et ex-PS, du collectif de Limoges-Haute-Vienne, ce programme est un équilibre entre les extrêmes de la gauche et son centre : « On a veillé à ne pas verser dans l'excès, tous les grands points y figurent, notre démarche est vraiment constructive. L'atelier sur le thème de l'Europe était emblématique de cet équilibre, tous les points ont rencontré une adhésion générale. » Dominique Poupard ne se reconnaissait plus dans « aucune organisation politique ». Déléguée du collectif de Cholet, syndicaliste, militante à Attac et dans le réseau RESF, elle aussi se dit « satisfaite » et décèle dans les nouvelles méthodes avec lesquelles a été élaboré le programme l'apport indéniable de l'altermondialisme et de l'outil que représente Internet. Pour Romain Véron, du collectif de l'université Paris-X-Nanterre,

le fait que ces 26 pages existent est déjà « historique », « c'est énorme et c'est surtout une autre façon de faire de la politique ! »

À l'approche de la troisième étape, « décisive » et « délicate » de l'avis de plusieurs intervenants, le débat a aussi porté sur les critères et méthodes de désignation des candidats. Deux aspects ont suscité des controverses.

Le calendrier. Faut-il maintenir la désignation du candidat qui figurera sur le bulletin de vote de la présidentielle à la fin novembre, comme prévu ? Ou se donner le temps de la réflexion supplémentaire pour répartir les candidats déclarés, cinq connus (Marie-George Buffet, José Bové, Clémentine Autain, Patrick Braouezec, Yves Salesse) et quatre militants locaux ? En séance, les tenants de l'une ou l'autre solution ont fait valoir leurs arguments. Moins franchement toutefois que certains, lors des pauses. Isabelle Barthélémy ne pense pas que la désignation du candidat soit une urgence. Partisane d'entrer en campagne « toute de suite » pour « faire savoir, en multipliant les débats sur le terrain, qu'il existe une autre alternative que l'UMP ou les socialistes », elle attend beaucoup des élections internes au PS même si ce ne doit pas être, selon elle, une échéance paralysante. « Proclamer notre candidat en janvier, après les primaires de l'UMP, serait l'idéal, à mon sens », conclut-elle. Raphaël Brasseur pense également que le résultat des primaires au PS pourra

être déterminant pour la suite de la campagne des candidatures unitaires : « Si Laurent Fabius n'est pas choisi, ce sera à lui de venir vers nous. Dans cette optique, il me semble fort possible que le groupe de Jean-Luc Mélenchon converge également vers nous. » Attendre le PS serait une erreur, estime au contraire Romain Véron : « Il faut entrer en campagne au plus vite et être présent dans les grands médias, car je ne pense pas que les médias alternatifs suffiront à relayer notre programme et la candidature unitaire. » Pour une désignation rapide, Dominique Poupard constate : « Nous sommes bloqués par la non-réponse à cette question sur le terrain. De nombreuses personnes à Cholet attendent de savoir qui sera le candidat pour nous rejoindre. »

Le Collectif d'initiative national doit trancher dans les jours qui viennent. Un petit report est envisagé. La prochaine réunion nationale des collectifs qui désignera le candidat à la présidentielle pourrait se tenir dans la première quinzaine de décembre. D'ici là, la campagne devrait démarrer, collectivement. Un grand meeting unitaire est prévu le 6 novembre au Mans.

Les modalités. Le candidat doit-il être désigné à l'issue de « primaires », comme le souhaite José Bové ? Par « tirage au sort », ainsi que le suggère Patrick Braouezec ? Suivant une « liste de préférence » transmise par les collectifs locaux, comme le propose Yves Salesse ? Ou doit-il, comme le défendent Clémentine Autain et Marie-George Buffet, réunir un « double consensus » des collectifs locaux et des organisations représentées au collectif national ? Au sein des collectifs, les militants sont moins arbutés sur ces modalités que certains au sein des organisations politiques qui continuent d'espérer à terme tirer leur épingle du jeu si leur propre candidat était désigné. « Le candidat, c'est le programme », estime Isabelle Barthélémy, qui ne doute pas que le mouvement sera, l'heure venue, derrière la personnalité qui s'imposera, quelle qu'elle soit : « En décentrant la question de l'identité de notre candidat, nous serons en mesure de prouver qu'il est possible de faire de la politique autrement. » Un groupe de porte-parole désigné par consensus lui paraît la solution la plus en adéquation avec une initiative qui marque un renouveau politique. L'autre solution cohérente pourrait également être, selon elle, « un représentant non encarté ».

Dominique Poupard et Romain Véron se retrouvent pour juger l'organisation d'un vote « irréalisable », voire « dangereuse », ses résultats pouvant entraîner des dissensions. A contrario, la solution du consensus est pour eux la meilleure possible. Elle reste d'ailleurs la solution envisagée. Même si Dominique Poupard juge que la candidature collective serait la solution idéale, elle ne voit pas comment le mouvement « pourra contourner le principe du candidat unique du système de la V^e République ». Raphaël Brasseur, quant à lui, semble tenté par la solution du vote, même s'il reconnaît que son organisation demeure problématique et penche pour un candidat non encarté, tel que José Bové. Très présent au plan international, ce dernier représente quelque chose médiatiquement même si, ajoute-il, il n'est « pas d'accord sur tout avec lui ».

Quelles que soient ces dissensions, la volonté d'aboutir reste forte. Après deux accords sur le fond, la stratégie et le programme, le rassemblement unitaire antilibéral sort consolidé de ce week-end. À la vue des accords scellés, qui portent sur la quasi-totalité des grands sujets du moment, il est difficilement imaginable qu'une des formations s'en retire. Sauf à prétexter d'un désaccord... mineur.

CLOTILDE MONTEIRO ET MICHEL SOUDAIS

Quelles que soient les dissensions, la volonté d'aboutir reste forte. Après deux accords sur le fond, la stratégie et le programme, le rassemblement unitaire antilibéral sort consolidé de ce week-end.

119 propositions

Présentation de quelques mesures phares sur l'emploi, l'environnement, l'éducation, l'économie sociale et solidaire, les institutions...

Le programme des collectifs pour une alternative unitaire antilibérale adopté dimanche à Nanterre se présente comme un projet de gouvernement. Intitulé « Ce que nous voulons », il affiche d'emblée l'ambition de « changer l'ordre des priorités » et de « ne pas subordonner la vie de tous et l'avenir de la planète à l'accumulation des profits de quelques-uns », de « redonner ses moyens à la volonté collective et [d']impulser un nouveau type de développement », de répartir « autrement les richesses disponibles ».

Il comporte 119 propositions organisées en sept grands chapitres : Sécuriser l'emploi, améliorer le niveau de vie, restaurer la protection sociale ; un nouveau type de développement ; construire une société de la culture, de l'information et de la connaissance partagée ; pour l'égalité hommes-femmes ; rompre avec la V^e République ; une autre Europe dans un autre monde ; les moyens financiers de notre politique (1). Pour autant, ce programme reste faible sur la santé, et n'aborde ni la justice, ni la sécurité, ni la question du vieillissement de la population. Mais, comme l'expliquait Yves Salesse la semaine dernière dans nos colonnes, ce n'est pas un document achevé. Il n'est d'ailleurs pas prévu qu'il le soit, ayant vocation à s'enrichir dans les confrontations que les collectifs vont conduire avec la population, les associations et syndicats. De l'avis des membres du collectif natio-

nal, les propositions retenues constituent toutefois une base assez solide pour une entrée en campagne. Résumé de quelques mesures phares :

– Emploi, niveau de vie : hausse immédiate du Smic à 1 500 euros bruts et rapidement à 1 500 nets. Rétablissement de l'indexation des salaires sur les prix. Hausse des minima sociaux, CDI à temps complet érigé en règle, abrogation du CNE. Sécurisation des parcours de travail au moyen d'un nouveau statut du salariat. Interdiction des licenciements pour les entreprises qui réalisent des profits. Généralisation des 35 heures, opposition au projet de directive européenne sur le temps de travail.

– Environnement : remise en cause des droits à polluer. Création d'un pôle public de l'énergie (EDF-GDF-Total) chargé notamment de mettre en œuvre un grand programme de recherche sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Deux hypothèses pour le nucléaire – la « sortie progressive » ou le « maintien d'un nucléaire sécurisé et public » – seront tranchées par référendum, à l'issue d'un débat national. Interdiction des cultures d'OGM en plein champ.

– Service public : abrogation de toutes les lois de privatisation des entreprises publiques. Création de nouveaux services publics (logement, petite enfance, aide aux personnes âgées...).

– Économie sociale et solidaire : reconnaissance législative de son utilité sociale et environnementale. Constitution de chambres consulaires spécifiques.

– Éducation : abrogation de la loi Fillon. Scolarité obligatoire de 3 à 18 ans. Dans le supérieur, doublement du budget de fonctionnement par étudiant sur la législature. Allocation de formation différenciée et personnalisée pour les étudiants.

– Institutions : une démocratisation politique et sociale. Instauration rapide d'une VI^e République et, notamment, suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel et réduction de ses pouvoirs, suppression du Sénat actuel, modification de la composition et du rôle du Conseil constitutionnel... Droit de vote de tous les étrangers aux élections locales et européennes. Régularisation des sans-papiers. Abrogation des lois encadrant l'immigration, remplacées par une nouvelle loi garantissant le droit du sol.

– Réorientation de la construction européenne : retrait de la signature de la France du traité constitutionnel, remplacement des traités actuels par un nouveau texte.

– Politique étrangère : refus de « la politique agressive de domination des États-Unis ». Propositions françaises en faveur de la « fin du droit de veto au Conseil de sécurité », la dissolution de l'OTAN. Réforme de l'OMC.

– Fiscalité : réexamen des dérogations fiscales, revalorisation de l'impôt sur les sociétés, élargissement de l'assiette de l'ISF.

M. S.

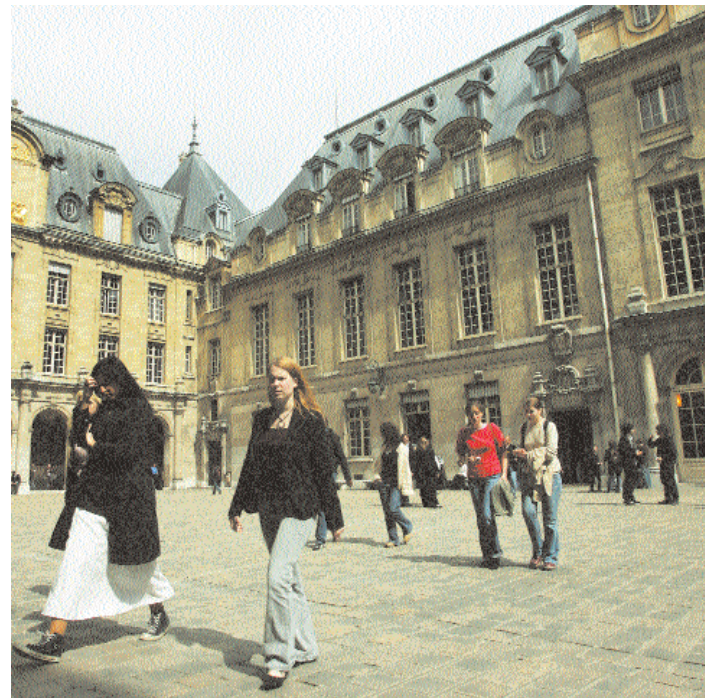
(1) On pourra prendre connaissance de l'intégralité de ce document sur le site des collectifs : www.alternativeagauche2007.org

C. M.

(1) appeljeunes@gmail.com

« Ni sélection ni expulsion »

UNIVERSITÉS. La précarité s'accroît pour les étudiants, notamment étrangers et sans papiers. SUD Étudiant lance une campagne sur ce thème et s'associe au combat du Réseau universités sans frontières.



À la Sorbonne, à Paris. Près de 51 % des étudiants ont une activité salariée.

LES ÉTUDIANTS SONT DE PLUS EN PLUS PRÉCAIRES. Frais d'inscription, de restauration et de Sécurité sociale en hausse, aides au logement insuffisantes, pouvoir d'achat qui diminue : près de 51 % d'entre eux sont obligés d'avoir une activité salariée, selon l'Observatoire de la vie étudiante. Et 20 % abandonnent chaque année leurs études pour des raisons financières. C'est ce que dénonçait fin août l'Unef, principal syndicat universitaire, dans son rapport annuel sur la situation sociale des étudiants. C'est ce que martèle aujourd'hui SUD Étudiant en lançant sa campagne nationale de rentrée. « *Le conflit du CPE a débouché sur une victoire partielle : la loi sur l'égalité des chances est restée. Ni les aides sociales ni les bourses n'ont augmenté. De nombreux étudiants n'ont plus les moyens de vivre et d'étudier dans des conditions décentes* », explique Aurélien, étudiant en histoire, lors d'une conférence de presse dans les locaux de SUD Étudiant, le 11 octobre, à Paris. La précarité grimpe dans les sacs, où les étudiants étrangers et sans-papiers sont « *de plus en plus menacés* ». D'où une campagne en deux axes : réclamer un plan d'urgence sociale pour toute la jeunesse et défendre les étudiants étrangers et sans papiers.

Pour le premier point, pas de problème : les représentants de SUD Étudiant, un « *syndicat de lutte* », précisent-ils, sont assez clairs. Ils réclament un salaire socialisé qui, contrairement à l'allocation d'autonomie proposée par l'Unef, concernerait tous les étudiants et serait cumulé avec les dispositifs d'aide. Financé par les cotisations patronales, ce salaire pourrait s'étendre à toute la jeunesse. « *L'idée consiste à faire assumer par les entreprises une partie de la formation de*

leurs futurs salariés. Responsabilité dont elles se déchargent actuellement sur les universités, explique Kader, représentant de SUD Étudiant. En Suède, rappelle cet étudiant en sociologie du travail, les étudiants perçoivent environ 700 euros de revenu. Il suffit d'observer la situation là-bas pour réaliser qu'il n'est pas question d'entretenir d'éternels étudiants, mais bien de leur permettre d'étudier et d'intégrer le marché du travail dans de bonnes conditions. »

Le fameux modèle suédois vient à la rescousse des universités françaises, qui montrent des signes de crise. À la faculté de Nanterre, une dizaine d'étudiants seraient actuellement en passe d'être expulsés de la cité U. Au Havre, les trois quarts du parc de logements universitaires auraient fermé pour réfection. En première ligne : les étudiants étrangers et sans papiers, qui ne bénéficient pas des mêmes aides que leurs homologues français. Devant justifier d'un logement et d'un revenu minimum de 470 euros par mois, ils n'ont pas le droit de travailler plus de dix-sept heures par semaine. La carte de séjour leur est de plus en plus difficile à obtenir, idem pour les renouvellements de visas. « *Depuis que la loi Ceseda est tombée, la pression s'est accrue sur les universités vis-à-vis des étudiants sans papiers* », alerte Anouk, étudiante en philosophie.

sept heures par semaine. La carte de séjour leur est de plus en plus difficile à obtenir, idem pour les renouvellements de visas. « *Depuis que la loi Ceseda est tombée, la pression s'est accrue sur les universités vis-à-vis des étudiants sans papiers* », alerte Anouk, étudiante en philosophie.

« **Une carte d'étudiant = une carte de séjour** », martèle SUD Étudiant, qui réclame la « *régularisation de tous les sans-papiers* ». Un combat syndical qui rejoint celui du Réseau universités sans frontières (RUSF), lancé le 29 juin à la faculté de Censier à Paris, sur le mode : « *Étudiants étrangers, ni sélection ni expulsion* ». « *L'étudiant étranger est sans cesse menacé par l'intrusion des préfectures dans son cursus universitaire et dans sa vie privée. [...] Elles jugent seules, de façon arbitraire et sans aucune compétence ni légitimité pédagogique du "sérieux" et de la "réalité" des études suivies, et décident ainsi que tel ou tel étudiant n'aura plus droit à un titre de séjour pour étudier en France* », dénonce le texte de l'appel. Devant, en toute logique, prendre le relais du Réseau éducation sans frontières (RESF), RUSF s'insurge notamment contre les inégalités de traitement : « *Alors que la législation renforce sans cesse, depuis une décennie, une vision utilitariste de l'immigration et accentue la sélection des étudiants étrangers selon les "besoins" de l'économie française, nous voulons réaffirmer la vocation universelle des établissements d'enseignement supérieur, qui doivent rester ouverts à tous*. » Pour l'heure, RUSF compte une quinzaine de comités locaux, à Paris, Aix, Lyon, Nice, Rennes, Toulouse et en Bourgogne. Trop peu encore face au nombre croissant d'étudiants en difficulté.

INGRID MERCKX

La paix par le crédit ?

NOBEL. Le prix de Muhammad Yunus ne doit pas masquer le désastre économique.

L'ÉCONOMISTE MUHAMMAD YUNUS méritait bien un prix Nobel. À défaut de celui d'Économie, l'homme est distingué par un Nobel de la Paix, parce qu'une « *paix durable ne peut pas être obtenue sans qu'une partie importante de la population trouve les moyens de sortir de la pauvreté* », a résumé le président du comité Nobel pour justifier ce choix. « *C'est une belle reconnaissance attribuée non seulement au "banquier des pauvres", le Bangladais Muhammad Yunus, mais également à l'institution qu'il a fondée, la Grameen Bank, afin de permettre aux plus démunis d'emprunter de l'argent et de lancer leur propre activité économique* », a réagi sobrement Coordination Sud, qui réunit les ONG françaises de solidarité internationale. Avant la prestigieuse distinction, celui qui est aussi nommé le « *père du microcrédit* » a reçu de nombreuses distinctions dans le monde.



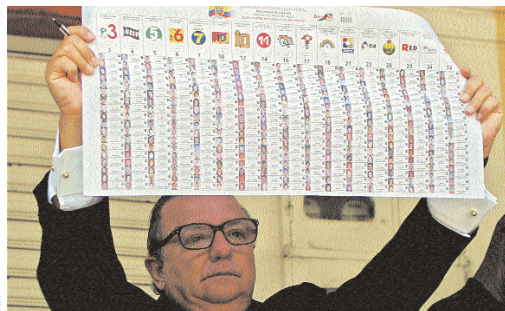
« *Sans doute, l'homme est-il méritant et parfaitement digne de tous les honneurs qui pleuvent sur lui depuis des décennies* », admet l'économiste Jacques Cossart, ancien président d'Épargne sans frontière. Au Bangladesh, plus de six millions de déshérités, en majorité des femmes de foyers ruraux sans terre, ont pu contracter des prêts à la Grameen Bank et ainsi échapper aux usuriers, alors que la moitié des 130 millions de Bangladais vivent avec moins d'un dollar par jour. En 2005, les experts de la Banque mondiale ont estimé à 500 millions le nombre de foyers et d'organisations ayant recours à la microfinance. Cependant, « *il semble bien que la réalité soit moins souriante que ce qu'espèrent les promoteurs de la microfinance. En effet, à supposer qu'elle soit un instrument de réduction des inégalités, le nombre de personnes concernées à l'heure actuelle, au regard des pauvres dans le monde* [plus de 2,7 milliards, soit plus de 50 % de la population mondiale], *montre qu'il y a loin de la coupe aux lèvres* », explique Jacques Cossart. Pour l'économiste, le microcrédit est « *un instrument de nature totalement libérale : soutenir des activités élémentaires, pour l'essentiel de consommation, par l'intervention bancaire, c'est-à-dire par le prêt, et non par le biais de ressources personnelles pérennes ou par l'intervention de nécessaires services publics* ». Officiellement promu par la Banque mondiale, qui n'y consacre pourtant qu'à peine 1 % de ses décaissements, le microcrédit a le vent en poupe et fait oublier les effets désastreux des politiques économiques actuelles.

THIERRY BRUN

Mauvais tour

ÉQUATEUR. Les sondages donnaient l'antilibéral Correa, favori de la présidentielle. À tort.

DÉJOUANT LA PLUPART DES PRONOSTICS, c'est le milliardaire de la banane Alvaro Noboa qui est arrivé en tête, dimanche, de la présidentielle en Équateur. Le favori, l'économiste de gauche Rafael Correa, est arrivé deuxième (avec 22,5 % des voix contre 26,7 % à Noboa). Une déconvenue pour les militants de la gauche antilibérale équatorienne car, moins d'une semaine avant le scrutin, les sondages donnaient dix points d'avance à Correa. Celui-ci a placé sa campagne dans le sillage des idées du Président vénézuélien Hugo Chávez, qu'il présente comme un « *ami personnel* ». Dans son programme, il prévoit entre autres mesures de fermer la base militaire étasunienne de Manta, de rompre les liens avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et de renégocier les contrats qui lient le pays à des compagnies pétrolières étrangères (l'Équateur est le 5^e producteur de brut d'Amérique latine).



AFP

Les liens de Correa avec Chávez ont été fortement critiqués par ses adversaires. Le socialiste Leon Roldos a affirmé, après avoir admis sa défaite, que « *s'est imposé le pouvoir du chéquier* ». Était visé Noboa, qui, lors de ses tournées électorales, a distribué dollars, médicaments, nourriture et chaises roulantes. Cet avocat de 56 ans, à la tête de 110 entreprises, considéré comme la première fortune du pays, disputera pour la troisième fois un second tour de la présidentielle, le 26 novembre. Mais Roldos visait aussi Correa, accusé d'avoir fait financer sa campagne par le Président vénézuélien. Le principal revers de cette élection a été infligé au candidat indien Luis Macas, car nombre d'Indiens, qui représentent 40 % de la population, ont voté dès le premier tour pour Correa. Le parti de Macas, Pachakutik, est le bras politique de la puissante Confédération des nations indigènes d'Équateur (Conaie). Ses nombreux changements d'alliance au cours de la campagne électorale, ainsi que lors des précédentes élections, ont découragé ses électeurs, qui ont perdu confiance. Rafael Correa pourra compter sur le report d'une bonne partie des suffrages de ses adversaires de gauche du premier tour, Leon Roldos (15,9 % des voix) et le frère de l'ancien président populiste Lucio Gutierrez, Gilmar (15,66 %). S'il est élu, il a promis de convoquer une assemblée constituante pour réformer la Constitution et assurer plus de stabilité au pays, qui a connu sept présidents en dix ans. Il devrait aussi en profiter pour intégrer des mesures du socialisme du XXI^e siècle que prône son ami Chávez.

DANTE SANJURJO

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

L'argent du beurre



GERARD DUMENIL, Directeur de recherche au CNRS

Périodiquement, resurgit dans la presse le thème des menaces que font planer sur le monde les déséquilibres extérieurs des États-Unis et les excès de sa finance mondialisée. Les chiffres les plus faramineux sont avancés, et l'on se perd dans les zéros, milliards, billions ; par jour, par an... La spéculation boursière, l'endettement interne et international étasunien, les pirouettes des *hedge-funds* (dits fonds spéculatifs) menaceraient de faire exploser l'économie mondiale. À quel jeu jouent les États-Unis ? Pourquoi la principale puissance mondiale ne parvient-elle pas à mettre fin aux processus d'endettement, notamment à sa dépendance croissante vis-à-vis du financement qui lui vient du reste du monde, ladite « dette extérieure », et à la spirale spéculative ?

L'étude de ces mécanismes suggère une petite révolution de pensée : il n'est plus possible de considérer le pays, les États-Unis, et ses classes dominantes, comme une entité unique. Il faut, à l'inverse, les traiter comme deux agents bien distincts, dont les intérêts coïncident partiellement, mais aussi divergent. Je ne fais pas allusion, ici, à une éventuelle internationalisation des classes capitalistes devenues apatrides : l'idée d'une bourgeoisie mondiale. Non, il est toujours justifié de parler d'une classe capitaliste étasunienne. Je fais référence à un certain « divorce » entre certaines classes et leur pays. Je m'explique. Une des conquêtes de la mondialisation néolibérale a été la liberté d'investir ses capitaux dans le monde : un terrain de chasse planétaire. Un aspect crucial de cette internationalisation est l'existence des paradis fiscaux. Les classes capitalistes des États-Unis investissent leurs capitaux dans les paradis fiscaux. Elles ne sont pas les seules, mais elles pèsent lourdement dans ce phénomène.

Quel rapport avec les déséquilibres des États-Unis et les fragilités financières ? Commençons par le déficit extraordinaire d'épargne de ce pays, révélé par l'analyse de ses comptes. Les classes aisées américaines dépenseraient tous leurs revenus, une folie « consommatrice » au

sommet de la pyramide. Mais appréhendons-nous bien les revenus de ces classes ? Les revenus des classes riches pourraient apparaître totalement dépensés dans les comptes, alors que leurs épargnes s'accumuleraient dans les paradis. Ne serait rapatriée que la fraction de ces revenus destinée à être dépensée. D'où une épargne nulle dans les comptes officiels. Toujours au plan des déséquilibres extérieurs : les États-Unis (leurs entreprises et leur État) sont financés par le reste du monde ; on sait ce qui vient d'Europe et d'Amérique latine, pour ne citer que les principaux contributeurs. Indifférence, donc. Pour un capitaliste étasunien bien inséré dans la mondialisation, il n'importe guère que la production soit réalisée dans son propre pays ou en Chine. Seule compte la rentabilité de l'opération. Dans son pays, se construit un château de cartes financier, une polarisation monstrueuse entre créanciers et débiteurs ; et s'y accumule une dette vis-à-vis du reste du monde.

Corrélativement, cette masse de capitaux expatriée échappe à toute réglementation et contrôle. Des risques à l'évidence, mais une bonne fraction de la fortune est ailleurs.

Les classes capitalistes américaines investissent leurs capitaux dans les paradis fiscaux. Elles pèsent lourdement dans ce phénomène.

Cherchez la contradiction, car elle existe. Comment concilier cette situation avec l'hypernationalisme que l'on sait ? Surprendrai-je quelqu'un en disant que l'État étasunien est le bras armé de ses classes dominantes ? Les discours impérialistes de la « droite extrême » aux États-Unis ont, au moins, l'avantage de la transparence. Comment vouloir être, d'un côté, un des protagonistes de ce monde capitaliste néolibéral, investir ailleurs et échapper à l'impôt, et, de l'autre, s'abriter derrière un État surpuissant ? Vouloir financer l'armée et les services secrets les plus redoutables du monde tout en délocalisant la production et en se soustrayant à l'impôt est une gageure. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de l'accumulation d'une dette publique gigantesque.

On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. Pourtant, les États-Unis ont les deux, car ils canalisent les épargnes du reste du monde, notamment les revenus de classes dominantes des autres pays qui acceptent de se placer dans une position « rentière » vis-à-vis de la puissance centrale. Impossible et pourtant vrai ; instable, mais n'effrayant guère les principaux acteurs et bénéficiaires.

« Cette loi alimente les nationalismes »

TURQUIE. Deux événements ont eu lieu le 12 octobre : l'attribution du prix Nobel de littérature au Turc Orhan Pamuk et le vote au Parlement français d'une proposition de loi sanctionnant la négation du génocide des Arméniens dans l'empire Ottoman en 1915. L'analyse de Bernard Dreano*.



Commémoration du 88^e anniversaire du génocide arménien, le 24 avril 2003, à Marseille.

LES JURÉS DU NOBEL ont salué les qualités littéraires de l'auteur de la *Vie nouvelle*, *Mon nom est rouge* ou *Neige* en sachant qu'Orhan Pamuk avait souligné la responsabilité turque dans le massacre « d'un million d'Arméniens » (1) et avait été poursuivi en Turquie à ce sujet. Pamuk pense qu'un roman « n'exprime pas seulement les joies et les fiertés d'un peuple, mais aussi sa colère, ses faiblesses et sa honte » (2). Il fait partie de ces Turcs qui savent qu'un pays doit se confronter à son histoire, notamment à ses faces les plus sombres. Nos amnésies françaises devraient nous permettre de comprendre à quel point cette démarche indispensable est difficile. Ces dernières années, des initiatives en ce sens se sont multipliées en Turquie, à l'initiative d'intellectuels, de jeunes, de milieux économiques ou politiques, désireux d'adhérer à l'Union européenne et de normaliser les relations avec la République d'Arménie voisine. L'arrivée au pouvoir du gouvernement Erdogan, moins nationaliste que ses prédécesseurs, a favorisé cette tendance, notamment en améliorant les libertés d'association et d'expression. Mais l'armée et les nationalistes « laïques », extrêmement puissants dans tous les appareils de pouvoir, contrecarrent cette évolution et instrumentalisent la question du génocide. En 2005, quand on avait déjà cité Pamuk comme « nobélisable », Murat Belge, fondateur du réseau Helsinki Citizens' Assembly en Turquie, avait déclaré :

« Le front nationaliste est convaincu que le monde entier conspire contre la Turquie, et pense que ce prix ne saurait être attribué à un écrivain turc sauf s'il assure au monde extérieur qu'il est, et restera, un traître à la patrie (3). » Pourtant, le dialogue arméno-turc et le réexamen des pages noires de l'histoire ont progressé, les poursuites contre Murat Belge, Orhan Pamuk, etc. ont été annulées ou repoussées malgré le zèle de magistrats nationalistes.

C'est dans ce contexte que, loin de la Turquie, les socialistes français ont proposé l'actuelle loi. Pour les centaines de milliers de personnes d'origine arménienne en France, descendantes des survivants du génocide, il est tout à fait normal d'entretenir la mémoire de la tragédie, et d'œuvrer pour qu'elle soit partie prenante de la mémoire collective de la société française, dont elles font partie. Le fait que d'autres mémoires soient refoulées ou niées ne saurait en aucun cas justifier l'amnésie, et *a fortiori* la négation, du génocide des Arméniens. Si les crimes de la guerre d'Algérie ont été « effacés » par la loi, une loi a reconnu en 2001 le génocide commis par les Ottomans. Mais cette loi n'a pas facilité la tâche de ceux qui, là ou c'est essentiel, c'est-à-dire en Turquie, se battent pour la reconnaissance. Les députés français n'ont tenu aucun compte de ce fait, ils ont ignoré l'appel de ces Turcs pour qui « aucun être doté d'humanité ne saurait nier la barbarie de 1915 », et qui

leur disaient : « Indépendamment des intentions qui la motivent, une telle loi ne pourrait que nuire à l'avancée du travail de mémoire et de réflexion [...] ». À coup sûr, elle rendra encore plus difficile l'effort de ceux qui œuvrent en Turquie ou ailleurs pour la réussite de ce processus (4). » Les députés ont également ignoré les objections des Arméniens de Turquie comme le journaliste Hrant Dink ou le patriarche Mesrob Mutafyan.

Les parlementaires français ne se sont pas souciés de l'effet de leur décision en Turquie et en Arménie, car cette loi était instamment demandée par des organisations arméniennes de France sous l'influence du parti Dashnak. Ce parti « social-démocrate », communautariste en France et ultranationaliste en Arménie, mène des campagnes anti-turques et s'oppose au dialogue arméno-turc en Arménie, en Turquie et en France. Est-ce pour satisfaire ce parti frère que le maire socialiste de Lyon, Gérard Colomb, a tenté « d'annuler » la présentation par le réseau Helsinki Citizens' Assembly d'un séminaire arméno-turc le 8 septembre dernier et suspendu la délégation de son adjointe (PCF) Sabiha Ahmine, qui le soutenait ? Que le socialiste Didier Migaud a présenté sa loi comme « un instrument pour combattre la tentation du communautarisme », face au « durcissement de

la confrontation entre les communautés turque et arménienne » (5) ? Malheureusement, dans les conditions de son adoption, cette loi alimente les communautarismes ici en France, et les nationalismes là-bas en Arménie, et bien sûr en Turquie, au détriment de la cause de la reconnaissance qu'elle est supposée défendre. Les députés français auront rendu plus difficile l'expression d'Orhan Pamuk, car les nationalistes vont arguer du « complot » pour éviter que sa notoriété mondiale serve à la reconnaissance. Ils auront compliqué le travail du groupe folk turc Kardes Türküler. Celui-ci continuera tout de même à faire comprendre la douleur arménienne, en chantant à ses centaines de milliers de fans de Turquie le poète arménien Yeghise Charents... Et cela est bien plus utile qu'un vote pour plaire aux communautaristes nationalistes.

B. D.

- (1) Dans le journal suisse *Tages-Anzeiger* en février 2005.
(2) *Le Monde*, 25 octobre 2005.
(3) *Le Monde*, 30 octobre 2005.
(4) *Libération*, 10 mai 2006.
(5) À la Commission des lois de l'Assemblée, le 10 mai 2006.

* Président du réseau international Helsinki Citizens' Assembly (HCA), représenté en France par l'Assemblée européenne des citoyens.

ICI...

Autoroutes en alerte

Rien ne va plus au sein d'Autoroutes Paris Rhin Rhône (APRR), entreprise privatisée depuis une dizaine de mois. Fait exceptionnel, un droit d'alerte a été déclenché par les trois plus importantes organisations syndicales à la suite d'« une restructuration brutale et sans concertation », a révélé SUD-Autoroutes, qui ajoute que les « clients ont noté une totale dégradation du service » aux péages. APRR, détenu par le consortium Eiffage-Macquarie, a pourtant enregistré un bénéfice net en hausse de plus de 28 % au premier semestre. Récemment, APRR a aussi appliqué l'une des hausses les plus fortes de la décennie en augmentant ses tarifs de 2,47 %. Une belle réussite !

ORTF

Luc Chatel a ironisé lundi sur les « simulacres de débats » télévisés entre les candidats socialistes. Notant que « les candidats ne pourront pas échanger, pas véritablement débattre, que les questions seront connues à l'avance » et qu'il n'y aura « ni spectateurs ni journalistes dans le public », ce porte-parole de l'UMP s'est interrogé : « Le PS aurait-il réinventé l'ORTF ? » Et le pire, c'est qu'il n'a pas tort. Laurent Fabius, le premier, a ironisé sur ce retour en arrière.

...ET AILLEURS

L'Unice n'en veut pas

La Commission européenne a reporté la publication de son projet de Livre vert sur le droit du travail à novembre, au plus tôt. En six ans de consultation des partenaires sociaux européens sur la révision des systèmes de droit du travail, les discussions n'ont cessé de piétiner. Au point que la Confédération européenne des syndicats a publié un communiqué dénonçant les pressions exercées par l'Unice. Le lobby des entreprises européennes a en effet adressé une lettre menaçante à l'exécutif européen, dans laquelle il a indiqué que la publication du document « donnerait lieu à un affrontement inutile » et « aurait cristallisé les différences d'opinion » entre les États membres. La Commission a reçu le message cinq sur cinq.

Bras de fer

Le gouvernement mexicain a proposé de revaloriser les salaires des enseignants de la ville d'Oaxaca contre la fin de leur grève, qui dure depuis cinq mois. Des barricades sont dressées dans la ville, et l'on peut craindre une reprise en main musclée de la rue par la police. Les profs sont soutenus par une coalition de gauche, qui demande aussi la démission du gouverneur de l'État, que pourrait exiger cette semaine le Sénat mexicain. Cela offrirait un débouché positif à la crise... mais risquerait d'encourager les nombreux mouvements sociaux qui secouent les provinces mexicaines.

Démocratie à la russe

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et l'Organisation mondiale contre la torture dénoncent les menaces qui pèsent en Russie sur les défenseurs des droits humains. Après l'assassinat non élucidé de la journaliste Anna Politkovskaïa, le 7 octobre, l'avocate Lida Yusupova, responsable du bureau de l'ONG Memorial à Grozny, la capitale tchétchène, a reçu le 12 octobre des menaces de mort. Quelques jours plus tôt, le groupe ultranationaliste Volonté russe publiait sur son site Internet une liste de 89 « traîtres à la nation ». Mais que fait la police ?

...ENTENDU

Le déficit de Sarkozy

La droite incarnée par Nicolas Sarkozy a « un déficit de philosophie humaine et sociale ». C'est le jugement sévère porté lundi, sur France Inter, par Christine Boutin. Pour la députée UMP des Yvelines, le président de l'UMP est « ressenti comme étant un candidat très libéral. Or la France n'est pas



majoritairement libérale », a-t-elle fait valoir. Présidente du Forum des républicains sociaux, Mme Boutin assure que « tout est en ordre » pour lui permettre d'être éventuellement candidate à la présidentielle. Elle fera connaître sa décision en décembre.

...VU



Jack Lang se dit en « rébellion ». La cause de son courroux ? François Hollande n'a pas tenu « l'engagement pris » à son égard, a-t-il expliqué dans l'émission « Chez FOG » sur France 5. Cet engagement était « de permettre à chacun [...] des leaders de la majorité du PS, s'ils voulaient être candidats, d'être candidat ». « Les conditions administratives ont été organisées de telle sorte que j'ai été empêché de l'être », assure Jack Lang, qui n'entend plus sacrifier à quelque demande que ce soit du Premier secrétaire : « Il pourra tout demander, terminé ! Je tire l'enseignement de comportements politiques que j'ai pu juger sur pièces. » Il lui a quand même fallu du temps...



Mes idées ? Je les tais !

Ségolène Royal est une candidate consensuelle. S'il subsistait le moindre doute quant à cette qualité, il n'est plus de mise depuis le 11 octobre. Ce jour-là, la députée des Deux-Sèvres tenait une conférence de presse sur l'Europe. Histoire de faire mentir les mauvaises langues et les méchantes plumes qui prétendent qu'elle n'aurait pas d'idée sur la question. Interrogée sur la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, la candidate a d'abord rappelé que la question serait tranchée, à son heure, par référendum. Devant l'insistance d'une journaliste étrangère qui voulait avoir son opinion à elle, elle a lâché, agacée : « Mon opinion est celle du peuple français, puisque c'est le peuple français qui doit se prononcer. » Qui peut être contre ? Des esprits grognons, vraisemblablement animés par un machisme hors de saison, se sont néanmoins émus de cette absence d'opinion personnelle de la part d'une candidate à l'Élysée. Pire, l'UMP Michel Barnier a osé faire un parallèle entre ce propos royal et une affiche de... Jean-Marie Le Pen, vieille de 22 ans (voir photo).

Choquante, la petite phrase de Ségolène Royal est surtout révélatrice du choix de sa communication : en dire le moins possible pour se maintenir au firmament des sondages. Avant de brigner la magistrature suprême, la présidente de Poitou-Charentes n'avait pas craint de donner sa position sur France Inter, le 7 avril 2004 : « Moi je pense qu'on ne peut pas dire non à la Turquie. » Son argument ? « Les Turcs sont quand mêmes très proches des Grecs, pourquoi on prendrait les Grecs et pas les Turcs ? » Lors de cette émission, elle avait aussi déclaré : « Il faut dire oui à la Constitution, bien sûr. » À l'époque, les gouvernements en négociation encore le texte, mais sans connaître l'issue de ces tractations, Ségolène Royal disait déjà « oui ». Imaginez un Président qui agirait ainsi... Mieux vaut le taire.

MICHEL SOUDAIS

LE CHIFFRE

78,5 millions de dollars (63 millions d'euros), c'est ce que doit Wal-Mart, leader mondial de la distribution, à ses 187 000 salariés (*Libération* du 16 octobre). La multinationale américaine a en effet été condamnée par la cour de justice de Philadelphie (Pennsylvanie) à verser cette somme en réparation des pauses oubliées et des heures supplémentaires non rémunérées. Pour tenir sa promesse de « bas prix tous les jours » ; l'entreprise n'a pas hésité à imposer des conditions de travail abusives. Wal-Mart a cyniquement fait appel de la décision et vient, en outre, de décider de la mise en place d'une nouvelle politique de lutte contre l'absentéisme en durcissant les sanctions.

...LU

Très fumeux

Rejoignant le mouvement européen, le législateur français se prépare à interdire de fumer dans tous les lieux publics. Et le maire de Paris va pénaliser les jeteurs de mégots sur les trottoirs... Pour la *Revue des tabacs* (octobre), mensuel des buralistes et des amoureux de la cigarette, c'en est trop : elle dénonce, bijou d'aveu, une intolérance qui aurait « changé de camp » ! Après tout, l'ambivalence est une marque de fabrique de cette publication totalement schizophrène, où la majorité de la pub – pour des cigarettes – est accompagnée des sinistres avertissements légaux sur les risques sanitaires, et même du téléphone de Tabac Info Service (0825 309 310) pour arrêter de fumer !

Hors du parti ?

« Si mon père avait été en situation, je l'aurais soutenu », déclare le jeune Thomas Hollande, 21 ans, dans le *Point* (12 octobre). Mais il est plus classique, plus traditionnel, je n'aurais pas eu ma place dans cette campagne-là. Les campagnes de Ségolène, c'est nouveau : chaque militant joue son rôle. Faire une campagne hors du parti m'intéressait. » Cinq jours plus tôt, la candidate venait de promettre que le siège du PS serait son siège de campagne. Et son fils n'en sait rien ?

Vœux

Jean-Louis Debré s'en est pris dans le *Journal du dimanche* (15 octobre) à Nicolas Sarkozy, dont le « dénigrement continu » de Jacques Chirac et du gouvernement lui est « insupportable ». Il a aussi adressé tous ses « vœux à Ségolène Royal. Elle aussi a dû apprendre à se méfier de ses propres amis. À juste titre. » Les ennemis de mes ennemis...

Dossier

Les inégalités atteignent aujourd'hui leur plus haut niveau depuis vingt ans. Une vive polémique oppose des syndicats et des associations au gouvernement, qui continue d'afficher des indicateurs au vert. Certains économistes prennent la plume pour démontrer que la situation actuelle n'est pas une fatalité.

SOCIAL

Les oubliés de la croissance

UN DOSSIER DE LA RÉDACTION

Les associations de chômeurs et les syndicats multiplient, mois après mois, les communiqués sur la « réalité des chiffres du chômage et de la précarité ». La polémique fait rage. On accuse le gouvernement de manipulation. On égratigne les indices publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Motif : le chômage, la pauvreté, l'exclusion, les aspects les plus dérangeants des inégalités, sont le plus souvent évacués des données. Si l'on s'en tient aux analyses de Thierry Breton, ministre de l'Économie et des Finances, tous les indicateurs économiques et sociaux sont au vert. Et le gouvernement de Dominique de Villepin entonne le même discours quasi euphorique sur l'amélioration de la situation économique.

À première vue, les statistiques leur donnent raison : elles font de la France un pays où les inégalités de revenus entre les citoyens baissent, où les écarts de salaires entre hommes et femmes se réduisent, où la durée de la scolarité s'allonge au profit des plus défavorisés, et où la pauvreté diminue... Malgré cela, les inégalités arrivent en tête des préoccupations des Français : selon un sondage de la Sofres réalisé en juin 2004 pour la Fondation Jean-Jaurès, 81 % d'entre eux estiment que les inégalités se sont aggravées au cours des dernières années, et 73 % pensent qu'il « est possible de lutter véritablement contre les inégalités sociales ».

Un classique de pré-présidentielle. Dès 1995, Jacques Chirac a saisi l'importance de la « fracture sociale ». Il s'est d'ailleurs fait élire en partie sur ce thème, repris par l'ex-Premier



Manifestation contre l'amputation des droits sociaux.

ministre Jean-Pierre Raffarin, dans sa fameuse formule opposant « la France d'en haut et celle d'en bas ». « Certains discours fonctionnent davantage comme une sorte de charité destinée davantage à se donner bonne conscience qu'autre chose : dans le même temps, cela n'empêche pas d'accorder des avantages considérables aux catégories les plus aisées... », note l'Observatoire des inégalités, dans un ouvrage qui constitue une première synthèse de données et d'analyses sur les inégalités (1).

Les discours de campagne dissimulent une réalité : d'après le BIP 40, baromètre des inéga-

lités et de la pauvreté du Réseau d'alerte sur les inégalités (voir entretien page 15), les inégalités ont atteint leur plus haut niveau depuis vingt ans. Les écarts se creusent dramatiquement dans tous les domaines : éducation, santé, logement et d'autres moins visibles. Dans ce contexte, les oubliés de la croissance sont surtout les femmes et les jeunes (voir reportage page 13), surtout s'ils sont peu qualifiés. Dans une société qui brandit l'égalité comme un étendard, la méconnaissance des inégalités est inquiétante. « Les publications rassemblant, dans une optique globale, des données structurelles sur le sujet en France sont rares », souligne l'Observatoire des inégalités. « Ne pas proposer au débat public d'indicateurs pertinents sur des thèmes aussi importants que les inégalités et la pauvreté, c'est laisser, de fait, la voie libre aux représentations dominantes », estime le Réseau d'alerte sur les inégalités.

Il est urgent de s'inquiéter de l'évolution inégalitaire de cette société, alertent plusieurs ouvrages récents (2), dont celui de Jean Gadrey, *En finir avec les inégalités* (voir bonnes feuilles page 14). En insistant sur les périodes de progrès de l'égalité en France, mais aussi en Europe, l'économiste montre que les inégalités actuelles ne sont pas une fatalité.

THIERRY BRUN

(1) *L'État des inégalités en France 2007*, Observatoire des inégalités, Belin, 253 p., 19,90 euros.

(2) Lire notamment *Inégalités et pauvreté, ces créatures du néolibéralisme*, Attac, Mille et Une Nuits, 2006.

REPORTAGE

Le bureau des machos

Les femmes sont les plus durement touchées par les inégalités dans le monde du travail. Les salariées deviennent même indésirables dans certains secteurs d'activité. Témoignages.

Les femmes demeurent massivement victimes de la domination masculine et de discriminations vécues à toutes les étapes de leur vie. » C'est par cette phrase que s'ouvre le chapitre sur les « inégalités hommes-femmes » dans le livre *L'État des inégalités en France* (voir page précédente). Loin d'être un scoop, ce constat indémodable témoigne plutôt d'une réalité d'une irrémédiable actualité. Bien que pratiquées le plus souvent au vu et au su de tous, ces discriminations perdurent, la complicité active ou passive de chacun au sein de l'entreprise aidant. Le monde du travail, inégalitaire par excellence, demeure le lieu idéal où s'expriment et s'exacerbent les inégalités à l'égard du genre féminin.

Un rattrapage dans les écarts de salaires entre les femmes et les hommes s'est malgré tout opéré à partir de 1972 – année de l'entrée en vigueur d'une loi qui incorpore enfin le principe, « acquis » depuis 1945 (!), « à travail égal, salaire égal » – et s'est confirmé jusqu'en 1993. En 2003, les femmes percevaient 81,9 % du salaire des hommes, contre 64,9 % en 1951. Mais, comme l'indique également cette étude, cette courbe ascendante de rattrapage en faveur des femmes s'est interrompue depuis le milieu des années 1990. La flexibilité imposée aux salariés pour satisfaire aux impératifs de la mondialisation est supportée massivement par les femmes. Dans l'univers professionnel, les femmes peu qualifiées sont les premières victimes de la précarisation. Une responsable des ressources humaines de la chaîne Carrefour confiait récemment à une syndicaliste, dans le cadre d'un stage de formation, qu'elle avait pour consigne d'embaucher de préférence des

femmes vivant seules : « Celles-ci, souvent mères de famille, ne peuvent se permettre de discuter le morcellement du temps de travail ou des amplitudes horaires importantes. » De la même façon, les offres d'emploi à temps partiel se sont multipliées au cours de cette dernière décennie et s'adressent majoritairement aux femmes. Si celles-ci occupent aujourd'hui 80 % des emplois à temps partiel, elles sont aussi quatre fois plus nombreuses que les hommes à le considérer comme un temps partiel subi.

Sandrine, Hélène, Armelle et Betty (1), qui appartiennent à la catégorie des cadres ou cadres supérieurs, ont elles aussi beaucoup à dire en matière d'inégalités subies dans le cadre de leur activité professionnelle. Toutes témoignent du fait que ces discriminations liées au sexe n'épargnent aucune classe sociale et aucun secteur d'activité dès lors que le salarié en question est une femme...

Sandrine : « Seule avec ma fille, je ne pouvais rien revendiquer. »

« Sans mes parents à proximité pour s'occuper de ma fille, je n'aurais pu faire face aux impératifs de ma vie professionnelle. » Sandrine a 46 ans et se remémore l'époque récente durant laquelle, à la suite de son divorce, elle s'est sentie fragilisée. En tant que cadre fraîchement embauchée dans une société de service informatique, elle réalise très vite qu'elle est, à qualification et ancienneté égales, moins bien payée que ses collègues hommes, bien que la plupart soient moins diplômés qu'elle : « Seule avec ma fille, je ne pouvais rien revendiquer. » Sandrine déplore au passage qu'au plan syndical, la problématique des salariées

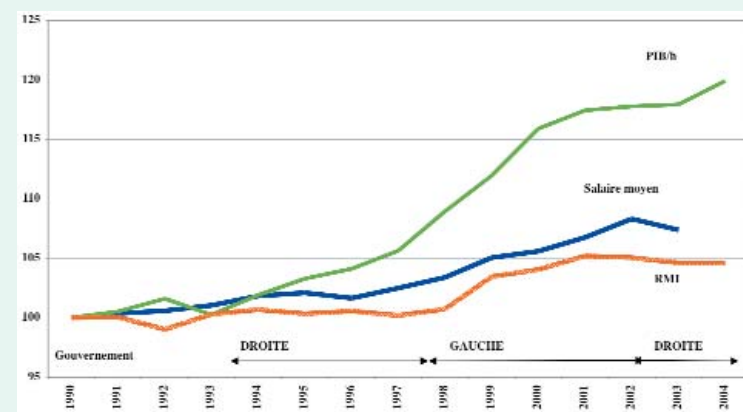
qui élèvent seules leurs enfants ne soit pas prise en compte. « Si les femmes ont en commun de subir des inégalités dans le travail, il y a une inégalité criante mais encore peu reconnue entre celles qui vivent seules et les autres. » Dans son entreprise, où 80 % des salariés sont des cadres, l'écart de salaire est selon la direction de 10 % entre les femmes et les hommes. Sandrine est peu convaincue par ce chiffre car, comme beaucoup de femmes chefs de projet de l'entreprise, Sandrine encadre et forme régulièrement de jeunes ingénieurs dont les salaires sont de 50 % plus élevés que le sien. Celle-ci décide alors de procéder à de nouveaux calculs et découvre dans ces tableaux des amalgames fâcheux. Elle réussit à mettre en évidence le phénomène du « plafond de verre » contre lequel se cognent toutes les victimes de discriminations dans les entreprises, qui limite la progression de leur salaire et l'évolution de leur carrière. Les écarts dans les revenus entre les deux sexes allant en fait de 25 à 40 %.

Hélène : « Les femmes deviennent des indésirables. »

Faire culpabiliser les femmes qui ne se rendent pas totalement disponibles pour l'entreprise permet aux cadres dirigeants de justifier les décisions discriminatoires prises à leur encontre. Hélène, 43 ans, chef de projet senior dans une grande banque française, divorcée et mère d'une fille de 13 ans, raconte comment, l'année dernière, une de ses collègues est passée à côté d'une promotion à laquelle elle pouvait en toute logique prétendre : « Au final, deux hommes ont été promus, et il lui a été répondu qu'on verrait l'année prochaine. » Hélène précise que cette collègue a

En 2003, les femmes percevaient 81,9 % du salaire des hommes, contre 64,9 % en 1951. Mais cette courbe ascendante s'est interrompue depuis le milieu des années 1990.

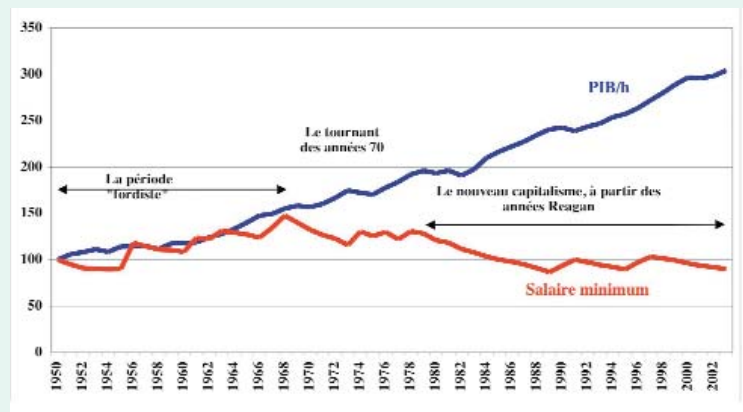
France : pouvoir d'achat du RMI et du salaire annuel moyen, et PIB par habitant (base 100 en 1990).



En France comme aux États-Unis, l'écart se creuse entre la richesse produite par habitant et les revenus du bas de l'échelle.

Le premier graphique représente, pour la France, l'évolution du pouvoir d'achat du RMI (courbe du bas) depuis 1990, pour une personne seule. Les deux autres courbes représentent l'évolution du salaire net annuel moyen et la croissance du PIB par habitant. De 1990 à 2004, la richesse économique produite par habitant a progressé de 20 %, et le pouvoir d'achat du RMI a gagné moins de 5 %. Quant au salaire annuel moyen, il a progressé

États-Unis : PIB par habitant et pouvoir d'achat du salaire minimum horaire, 1950-2003 (base 100 en 1950).



nettement moins que la richesse par habitant. L'envol des revenus des riches (et des bénéfices des entreprises) est l'explication principale. La richesse accrue est bien allée quelque part.

Le second graphique est encore plus spectaculaire. Aux États-Unis, la richesse économique par habitant a été multipliée par plus de trois depuis 1950, mais le pouvoir d'achat d'une heure de travail au salaire minimum est plus faible aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle !

Dossier

deux enfants en bas âge et travaille à 4/5° pour pouvoir se consacrer à eux le mercredi, et elle ajoute : « *Ici, la femme doit être dans la démonstration permanente de ses capacités, rien n'est jamais acquis. De plus, cette collègue, comme beaucoup de femmes, a peur d'être cataloguée et refuse par conséquent d'afficher une attitude revendicative.* » Hélène n'est pas épargnée par ces inégalités, l'écart de salaire entre elle et ses homologues masculins au sein de l'entreprise est de 25 %, « *et il se creuse à mesure que l'on grimpe dans l'échelle des salaires. Il va de 17 % à 33 % pour l'échelon le plus élevé* ». Mais Hélène préfère insister sur l'absence de perspectives d'avenir pour les femmes : dans ce secteur d'activité, « *on vieillit très mal. Les femmes, de guerre lasse, finissent par disparaître car elles deviennent des indésirables à mesure qu'elles tentent de progresser et qu'elles acquièrent de l'ancienneté* ».

Armelle : « **Les femmes sont massivement touchées par les licenciements.** »

Armelle Duphil, 42 ans, divorcée sans enfants, en arrive à la même conclusion en décrivant les inégalités vécues par les femmes chez TDA, une filiale du groupe Thales (ex-Thomson) : « *Dans le dernier plan de licenciement, les femmes étaient massivement touchées, et, sur les 47, la plupart avaient un problème de santé.* » Elle ajoute : « *C'est comme si on cherchait à éliminer les femmes du monde du travail.* »

Betty : « **Et pourquoi ne le feriez-vous pas vous-même ?** »

Betty, 43 ans, est intarissable sur le thème du machisme ordinaire. Pour la préparation d'un projet d'exposition, dans un grand musée parisien, elle se retrouve, lors de la première réunion dans les locaux du musée, autour d'une table de 20 personnes où elle est la seule femme. Betty était accompagnée de deux hommes, un graphiste et un designer. Au début de la réunion, le maître de cérémonie s'adresse à elle de façon péremptoire : « *Prenez des notes, s'il vous plaît* », comme agacé qu'elle n'ait pas un bloc-notes entre les mains. Ce à quoi Betty a répondu : « *Et pourquoi ne le feriez-vous pas vous-même ?* » Responsable de projet sur cette exposition, elle aurait eu tort de se priver.

CLOTILDE MONTEIRO

(1) Sandrine, Hélène et Betty ont préféré témoigner sous pseudonyme.



Dans une ANPE. En cas de licenciements, les femmes sont les premières touchées.

« **Ici, la femme doit être dans la démonstration permanente de ses capacités, rien n'est jamais acquis.** » **Hélène, chef de projet dans une grande banque française.**

BONNES FEUILLES

« Un besoin d'égalité »

Si les inégalités peuvent mettre en danger l'économie mondiale, elles ne sont pas irréductibles. C'est ce que démontre l'économiste Jean Gadrey dans un essai*.

Une des premières preuves de la non-irréductibilité des inégalités que nous connaissons, c'est qu'il existe dans l'histoire contemporaine des périodes où elles ont nettement diminué. Les tendances inégalitaires actuelles n'ont pas toujours été la norme. Entre 1910 et 1940, par exemple, les inégalités de revenu et de patrimoine ont fortement diminué, en France et dans les pays industrialisés (1). Plus récemment, les années 1960 et 1970 ont été, en France mais aussi ailleurs en Occident, des décennies de nette réduction de ces mêmes inégalités. Preuve que l'histoire du capitalisme compte aussi, du moins jusqu'aux années 1980, des périodes longues de progrès de la cohésion sociale. Considérons la plus proche de nous : du milieu des années 1960 à 1982. Les inégalités de revenu comme les inégalités de salaires ont alors régressé nettement en France, grâce à une évolution « par les deux bouts ». En bas : entre 1968 et 1982, le pouvoir d'achat du salaire minimum a été multiplié par 2,2 contre 1,5 pour le salaire moyen (2). En haut, la part du revenu des ménages revenant aux 10 % les plus riches a chuté : de 34,6 % en 1965 à 26,7 % en 1982 (3). Or, durant ces deux décennies 1960 et 1970, l'économie se portait fort bien (les « Trente Glorieuses » touchent à leur fin au milieu des années 1970) et le chômage avoisinait 2 % dans les années 1960. Il ne s'agit pas d'idéaliser cette période. Car la pauvreté (au sens du revenu monétaire) était bien plus importante qu'aujourd'hui : on comptait 15 % de ménages pauvres en 1970, contre 6,3 % en 2002, chiffres officiels. [...]

Mais, du moins, l'écart entre les plus aisés et les plus modestes se réduisait de façon continue et notable au fil des ans. À tel point que certains prédisaient alors, à la suite des travaux de l'économiste Simon Kuznets, l'avènement d'une société sans classes, avec une immense catégorie moyenne. [...]

Comment font les autres ?

Une deuxième preuve décisive que les inégalités actuelles ne sont pas fatales est fournie par les comparaisons internationales. Il existe en effet aujourd'hui, dans le monde développé, des pays dont l'économie se porte bien, et où les inégalités sociales sont nettement plus faibles qu'en France. Et ce, dans tous les domaines.

Commençons par les écarts de revenus. Le rapport entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et celui des 10 % les plus pauvres est, en 2003, de 6 dans trois pays nordiques : la Suède, la Norvège, la Finlande ; de 7 à 8 en Belgique, au Danemark et en Allemagne ; de 9 aux Pays-Bas et en Espagne, comme en France. Les pays du modèle anglo-saxon sont à la traîne : 12,5 en Australie, 13,8 au Royaume-Uni, et, en queue de peloton, 16 aux États-Unis (4). Considérons maintenant les inégalités entre les hommes et les femmes. Elles sont, elles aussi, les plus faibles du monde dans les quatre pays nordiques : la Suède, la Norvège, la Finlande et le Danemark. [...] Autre indicateur : la part des salaires des femmes dans le total national atteint 45 %, presque la moitié donc, en Suède, contre seulement un gros tiers en France (36 %). [...] Changeons de sujet : l'éducation. À nouveau, les pays nordiques affichent, en Europe, les plus faibles inégalités de résultats scolaires selon les établissements et selon les catégories sociales, et ils ont le plus haut niveau d'égalité des chances. [...] Ces pays profitent aussi du système scolaire le plus intégré, le moins divisé en filières d'orientation précoce, dont on sait qu'elles deviennent vite des cursus de ségrégation sociale. Il est vrai que le tronc commun y est plus long : la première orientation n'y intervient qu'à 16 ans. Malheureusement, la France, ces dernières années, a choisi au contraire de « *recréer des filières d'enseignement différencié de plus en plus précoces* » (5) : choix d'orientation en quatrième, options en troisième, rétablissement de l'apprentissage à 14 ans...

D'autres critères témoignent de la cohésion sociale plus forte dans les pays scandinaves. Ainsi, la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire relative (qui est un indicateur d'inégalité, puisque les pauvres sont définis comme gagnant moins de la moitié du revenu des personnes situées au milieu de la distribution des revenus) est, dans ces pays, nettement plus basse qu'ailleurs. [...] Il n'est pas question, là encore, d'idéaliser ce qu'on appelle désormais « le modèle nordique ». L'égalité est un processus, une conquête encore inaboutie. Des écarts subsistent dans ces pays et sont jugés préoccupants par leurs citoyens. Mais, au regard de notre santé sociale, celle de ces pays est enviable et leur « modèle social » ne peut que faire réfléchir. [...]

La mondialisation n'est pas fatalement inégalitaire

L'argument fataliste souvent asséné fait de la mondialisation un ouragan irrésistible ne laissant guère de marges de manœuvre à qui voudrait réduire les inégalités. [...] Si la nécessité de nous insérer dans des échanges internationaux ne fait évidemment pas débat ; si, *de facto*, on ne peut que constater que la mondialisation dans sa forme actuelle est créatrice d'inégalités, en revanche rien ne prouve que la France (ou tout autre pays) doive renoncer à corriger les tendances inégalitaires du capitalisme mondial qui sévissent depuis vingt ans. Au contraire, on peut le prouver, mondialisation et réduction des inégalités ne sont pas antinomiques. À terme, de trop grandes inégalités mettraient même probablement en danger l'économie mondiale. La mondialisation a besoin d'égalité. [...] L'économiste Tony Atkinson (6) distingue ainsi, parmi les pays développés, certains (comme la Suède, le Canada et l'Allemagne) où les inégalités de revenu ont à peine progressé depuis les années 1980, pendant qu'elles se creusaient nettement dans d'autres (Royaume-Uni, États-Unis). Cela signifie bien que le revirement inégalitaire de 1980 – que certains attribuent à la nouvelle donne économique – n'était pas si inéluctable. Il s'est produit, nous le verrons, là où le laisser-faire étatique a redoublé le laisser-faire économique. [...]

Nous avons vu que les pays nordiques ont maintenu un haut niveau de cohésion sociale. Pourtant, et sans doute parce que leur petite taille les y contraint, les économies de ces pays sont bien plus ouvertes que celles de grands pays. [...] Non seulement la Suède, la Norvège, la Finlande et le Danemark sont fortement insérés dans la compétition mondiale, mais, au sein de celle-ci, ils ne semblent pas souffrir de leur bonne cohésion sociale. Leur compétitivité économique est nettement meilleure que la nôtre en tout cas. [...] Un premier enseignement s'impose : manifestement, il existe plusieurs façons de s'insérer dans la mondialisation, et le modèle anglo-saxon ne constitue donc pas la référence obligée. Une économie ouverte n'interdit pas un haut niveau de cohésion sociale. On peut même se demander à ce stade si les bonnes performances économiques des pays nordiques ne sont pas liées à leurs meilleures performances sociales. [...] « *La mondialisation engendre certainement des tendances inégalitaires internes*, note Pierre-Noël Giraud. *Mais les États disposent toujours de moyens pour les atténuer en fonction des préférences nationales et sans que cela n'implique de choix dramatiques entre égalité et croissance.* »

(1) *The Size Distribution of Income among World Citizens*, François Bourguignon et Christian Morrisson, laboratoire Delta, 2001. Pour la France, les *Hauts Revenus en France au XX^e siècle*, Thomas Piketty, Grasset 2001.

(2) Insee, *Tableaux de l'économie française 2005-2006*, p. 99.

(3) Thomas Piketty.

(4) *Rapport mondial sur le développement humain*, Pnud, 2005, accessible en ligne sur le site du Pnud.

(5) *Égalité des chances : les faux-semblants de la lutte contre l'échec scolaire*, Louis Maurin, *Alternatives économiques*, n° 243, janvier 2006.

(6) *Inégalités, pauvreté et État providence*, contribution à l'ouvrage collectif *Comprendre les inégalités*, op. cit.

© Mango

* *En finir avec les inégalités*, Jean Gadrey, éditions Mango, 150 p., 9 euros. Parution le 20 octobre.

ENTRETIEN

« Les politiques publiques n'ont rien endigué »

Indicateur du Réseau d'alerte sur les inégalités, le BIP 40 a atteint en 2004 son plus haut niveau depuis vingt ans. animateur du réseau, Pierre Concialdi explique les raisons de cette augmentation.

Depuis 2002, le Réseau d'alerte sur les inégalités (RAI) publie un baromètre des inégalités, le BIP 40. Que ressort-il de vos récentes études ? **Pierre Concialdi** : Publiée au printemps 2006, la dernière édition du BIP 40 montre qu'en 2004, les inégalités et la pauvreté ont progressé en France pour la troisième année consécutive, après avoir fortement baissé entre 2000 et 2001. La hausse a été particulièrement forte en 2003 et s'est poursuivie en 2004 : cette année-là, les inégalités ont atteint leur plus haut niveau depuis vingt ans. De nombreux indices montrent que cette tendance a continué en 2005. Au-delà des fluctuations conjoncturelles qui peuvent être particulièrement fortes sous l'impulsion de changements politiques (comme ce fut le cas entre 1998 et 2001), la montée de la pauvreté et des inégalités se poursuit depuis vingt ans, malgré les alternances politiques.

Quelles sont les raisons d'un tel phénomène ?

Les raisons sont multiples : la hausse du chômage, le développement des emplois précaires, la dégradation des conditions de travail, la flambée du prix des loyers... autant de facteurs qui pèsent directement sur les conditions de vie des ménages, dont une proportion croissante se retrouve en situation de surendettement. Dans ce contexte social très difficile, les politiques sécuritaires prennent le pas sur les politiques sociales : on emprisonne les pauvres, faute de vouloir réduire la pauvreté. Le taux d'incarcération a atteint son niveau record en 2004.

À plus long terme, on retrouve des tendances très similaires. Le BIP 40 agrège une cinquantaine d'indicateurs qui couvrent six grandes dimensions des inégalités : emploi et chômage, salaires et revenus, santé, éducation, logement, justice. Depuis vingt ans, les inégalités ont augmenté partout sauf dans les domaines de l'éducation et de la santé. Une situation qui est en train de changer : alors que les inégalités n'avaient cessé de baisser en matière d'éducation jusqu'au milieu des années 1990, modérant la hausse du BIP 40, ce n'est désormais plus le cas. De même, la récente réforme de l'assurance maladie va laisser une part croissante des frais de santé à la charge des patients. Ceci ne peut qu'accroître les difficultés d'accès aux soins et favoriser le développement d'une médecine à deux vitesses.

Dans l'ensemble, les politiques publiques n'ont pas réussi à endiguer la montée des inégalités. Pour certaines, elles y ont même directement contribué. C'est le cas de la politique fiscale qui a, ces dernières années, considérablement favorisé les ménages les plus aisés. Les exonérations de cotisations sociales sur les « bas salaires » ont aussi encouragé le développement de la précarité sans parvenir à entamer un chômage et un sous-emploi qui restent massifs. La prime pour l'emploi n'a fait que renforcer ce processus. Quant aux politiques sociales, elles se réduisent à un filet de protection minimale qui ne permet pas de faire face à une insécurité sociale croissante.

Aucune conférence de presse n'a accompagné la publication du rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Et le débat politique aborde plutôt la question du modèle social français que celui des inégalités et de la pauvreté. Ces questions sont-elles taboues ?

Il y a eu un vrai basculement depuis une trentaine d'années. Dans les années 1970, les inégalités sociales étaient au cœur du débat. Avec l'apparition de la « nouvelle pauvreté » dans les années 1980, la question des inégalités a été reléguée au second plan. La suppression, en 1994, du Centre d'étude des revenus et des coûts (Cerc), dont les travaux avaient révélé une montée des inégalités dans les années 1980, a marqué un autre tournant : faute d'agir sur les causes des inégalités, le pouvoir politique a décidé de casser le thermomètre. Lors de l'arrivée de la gauche plurielle au pouvoir en 1997, le Réseau d'alerte sur les inégalités (RAI) avait demandé la création d'un observatoire des inégalités. Le gouvernement Jospin s'en est tenu à la création de l'Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Comme si la pauvreté pouvait être analysée sans référence aux mouvements d'ensemble qui traversent la société, aussi bien dans le bas que dans le haut de la distribution des revenus. On peut vraiment dire que la question des inégalités reste encore taboue aujourd'hui.

Insee, Observatoire de la pauvreté, RAI, etc. Les organismes ne manquent pas. Jean-Louis Borloo a même évoqué la création d'un indicateur de cohésion sociale. Pourtant, vous affirmez que les statisticiens manquent cruellement d'informations sur des sujets comme les inégalités et la pauvreté. Comment expliquez-vous cette situation ?

À la différence de l'Insee ou de l'Observatoire de la pauvreté, le RAI ne produit pas directement de statistiques, mais utilise celles produites par le système statistique public. Durant l'été 2004, le RAI a dénoncé les lacunes grossières de l'information statistique concernant la mesure de la pauvreté monétaire (1). Il a aussi souligné l'insuffisance de l'information statistique nécessaire au suivi du plan de cohésion sociale du gouvernement. À la suite de cette interpellation, et grâce aux demandes des partenaires sociaux, un groupe de travail sur les inégalités et les niveaux de vie a été mis en place au Conseil national de l'information statistique (Cnis). Il devrait rendre ses conclusions dans les prochains mois. On ne peut pas préjuger des conclusions de ce rapport, ni espérer de progrès de l'information statistique sans volonté politique forte. Chacun sait bien que la Direction générale des impôts dispose de mines d'information sur ce sujet. Pourtant, malgré les interpellations périodiques de multiples acteurs, cette information reste très largement soustraite au débat public.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN

(1) « *Cohésion sociale : des politiques à l'aveuglette* », par Pierre Concialdi, Jean Gadrey, Catherine Lévy et Michel Maric, le Monde du 2 juillet 2004.

Auprès des insurgés

PHOTOGRAPHIE. Une exposition à Paris et un livre célèbrent le cinquantième anniversaire du soulèvement de Budapest, capturé par Erich Lessing. « le photographe de la guerre froide ». La vision incarnée d'une révolution manquée.

« C'ÉTAIT UNE SITUATION comme il ne s'en reproduira peut-être jamais et comme il ne s'en était jamais produit auparavant. Je crois aussi qu'on peut la décrire comme le prélude de la fin de la domination soviétique, même si cela a encore duré une trentaine d'années. Contrairement à Poznan, qui n'eut pas d'influence réelle, ou au Printemps de Prague, en 1968, qui ne fut qu'un intermède, la population n'ayant pas bougé en profondeur, Budapest fut et restera le symbole d'une insurrection populaire. »

Ce sont là quelques propos d'Erich Lessing, surnommé « le photographe de la guerre froide ». Qu'on se souvienne : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique est « autorisée » à inscrire la Hongrie dans sa sphère d'influence. Le régime de Rakosi est celui de la censure, de la répression politique et de la planification centralisée cependant que le pays s'appauvrit. Un réseau d'in-

formateurs, sous la botte de l'AVO, la police secrète, se charge des malpensants. En février 1956, Khrouchtchev déboulonne verbalement Staline. Un changement en soi. Le 23 octobre de cette même année, dans la capitale hongroise, deux marches étudiantes se transforment en une gigantesque manifestation populaire réclamant le desserrement de l'état soviétique. Dans la soirée, la statue de Staline est véritablement déboulonnée. Une émeute ? Non, une révolution. Le lendemain, le populaire Imre Nagy est nommé Premier ministre. Le 25 octobre, la ville sombre dans un chaos sanglant. La police secrète ou peut-être les chars soviétiques entrés dans Budapest

tirent, les insurgés ripostent par des cocktails Molotov, deux cents manifestants pacifistes sont massacrés devant le Parlement. Il n'empêche, la révolution est en marche, qui d'abord fraternelle avec les chars russes. De nouveaux journaux apparaissent, des partis politiques se forment, les ouvriers s'emparent des usines et des lieux de production. L'agitation se répand dans tout le pays, opposant des membres de l'AVO et les insurgés. Le 28 octobre, les chars russes évacuent la Hongrie. La situation demeure confuse, quand même quelques prisonniers politiques ont été libérés...

jusqu'en janvier 1957. Avec un souci pédagogique, une exposition à la mairie du X^e arrondissement de Paris et un remarquable album photographique livrent son travail sur la tragédie hongroise. Un travail qui s'ouvre sur les instantanés quotidiens : une partie d'échecs en plein air, un thé de 5 heures, des vendeurs de jouets sur un marché, une dentellière à l'ouvrage, des réunions d'ouvriers, un kiosque, jusqu'à cette entrée sur le terrain de Ferenc Puskas, capitaine hongrois de la fameuse « équipe d'or » de football... Voilà pour l'avant, celui des rassemblements et des débats où, de-ci, de-là, monte la colère ; avant le soulèvement.

Au diapason d'un bol d'air soufflant, Lessing ouvre large son objectif. Peu de portraits et beaucoup de plans élargis. Deux bottes en bronze, vestiges de la statue de Staline... Membre de l'agence Magnum, né en Autriche, Erich Lessing est à Budapest aux premiers jours du soulèvement. Le photojournalisme vit sa grande époque, *Life* comme *Paris Match* assurent les publications. À Budapest, Lessing sera le seul photographe reporter à rester longtemps sur place, à sillonner le pays,



© ERICH LESSING/MAGNUM PHOTOS

Ci-dessus : le 2 novembre 1956, les premiers exemplaires du « Népszabadság » (Liberté du Peuple) sont jetés parmi la foule. Ci-contre : Des insurgés guident un char au coin de la rue Práter et du Grand Boulevard. Sur le char, un drapeau noir. Un garçonnet transporte du bois à brûler. L'hiver 1956 qui a suivi l'écrasement de la Révolution fut particulièrement rude.

jusqu'en janvier 1957. Avec un souci pédagogique, une exposition à la mairie du X^e arrondissement de Paris et un remarquable album photographique livrent son travail sur la tragédie hongroise. Un travail qui s'ouvre sur les instantanés quotidiens : une partie d'échecs en plein air, un thé de 5 heures, des vendeurs de jouets sur un marché, une dentellière à l'ouvrage, des réunions d'ouvriers, un kiosque, jusqu'à cette entrée sur le terrain de Ferenc Puskas, capitaine hongrois de la fameuse « équipe d'or » de football... Voilà pour l'avant, celui des rassemblements et des débats où, de-ci, de-là, monte la colère ; avant le soulèvement.

Au diapason d'un bol d'air soufflant, Lessing ouvre large son objectif. Peu de portraits et beaucoup de plans élargis. Deux bottes en bronze, vestiges de la statue de Staline, l'entrée du siège budapestois du Parti communiste pris d'assaut par des insurgés, les mêmes insurgés brûlant des portraits de Rakosi, les cadavres de soldats des services de sûreté de l'État, un lynchage de lieutenant de l'armée hongroise, un char



© ERICH LESSING/MAGNUM PHOTOS



© ERICH LESSING/MAGNUM PHOTOS

soviétique détruit, des scènes de rue où les jours de combat ont laissé leurs stigmates imprimés sur les façades de bâtisses en éboulis...

Une aube de démocratie commence à se dessiner aux premiers jours de novembre 1956. Avant le châtiement. Le 4 novembre, la ville est réveillée au son des canons soviétiques. La répression se pare de cruauté. On achève bien les insurgés. Lessing saisit l'écrasement d'une population, son abatement. Le sentiment d'une trahison de l'Occident aussi. La France et l'Angleterre sont accaparées par la crise de Suez, les Américains, stationnés en Allemagne, ne disent mot et consentent. La démocratie ne sera restaurée qu'en 1989.

JEAN-CLAUDE RENARD

Budapest 1956, la Révolution, Erich Lessing, mairie du X^e arrondissement, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris, lun.-ven., 8 h 30-17 h, jeu. jusqu'à 19 h 30, sam., 9 h-12 h 30. Jusqu'au 13 novembre. Budapest, 1956, photographies d'Erich Lessing, textes d'Erich Lessing, François Fejtő, György Konrad, Nicolas Bauquel, éd. Adam Biro, 249 p., 49 euros.



ES

Ultime rencontre

CINÉMA. Danielle Huillet est décédée après cinquante ans de création exigeante et singulière.

DANIELLE HUILLET est morte le 10 octobre, à 70 ans, alors qu'elle venait d'arriver en France avec Jean-Marie Straub (le couple vivait depuis longtemps en Italie), pour accompagner la sortie de leur dernier film, *Ces rencontres avec eux*. Ce dernier sera donc leur ultime, après plus d'un demi-siècle de vie commune et plus de quarante ans de création cinématographique hors des sentiers battus, d'une singularité obstinée. De *Machroka-Muff*, leur premier court métrage en 1962, à *Ces rencontres avec eux*, en passant par *Chronique d'Anna Magdalena Bach* (1967-1968), *Moïse et Aaron* (1974-1975) ou *Ouvriers, paysans* (2000), Danielle Huillet et Jean-Marie Straub n'ont cessé de mettre en cause la syntaxe narrative et les conventions esthétiques du cinéma, avec une rigueur et une intransigeance dont eux seuls étaient capables.

Cette désorganisation des codes ne correspond pas chez eux à l'application d'une théorie *a priori*, d'un système qu'on est parfois susceptible de soupçonner dans une œuvre qui passe souvent pour aride ou « intellectuelle ». Au contraire, l'œuvre de Straub et Huillet ressortit avant tout d'une recherche de la sensualité. Ainsi, les cinéastes n'ont cessé de s'interroger sur les moyens spécifiques au cinéma d'incarner un texte, sur la manière de le montrer porté par une voix, un corps, un être. *Ces rencontres avec eux* ne déroge pas à cette quête. Après Mallarmé, Kafka ou Hölderlin, Danielle Huillet et Jean-Marie Straub sont revenus vers l'un des livres les moins connus de Cesare Pavese, publié en 1947, *Dialogues avec Leuco*, dont ils avaient déjà utilisé quelques chapitres pour un autre film, *De la nuée à la résistance* (1978). Des dieux grecs expriment leur désarroi de voir Zeus se mêler aux mortels, et constatent la difficulté des hommes à se passer d'autorité divine. En plans fixes, la caméra capte la nature épanouie du Monte Pisano et l'appropriation d'une langue élaborée par des comédiens pour la plupart non professionnels. Profondément marxistes, Straub et Huillet ont tenu des positions politiques radicales, autant dans le champ du cinéma que dans l'espace public. L'annonce de la mort de Danielle Huillet est, de ce point de vue, d'autant plus douloureuse. Au critique Jacques Aumont, qui demandait aux cinéastes comment continuer à faire des films alors que ceux-ci constataient partout la montée de la barbarie liée à celle de l'argent et du profit, Danielle Huillet répondit : « *En se disant à chaque fois que ce sera le dernier – non pas comme Bergman, mais concrètement, en sachant qu'on n'a pas d'avenir.* »

CHRISTOPHE KANTCHEFF

Grève

Malaise à Beaubourg. Une assemblée générale du personnel rassemblée par l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT et FO ayant voté la reconduction du mouvement démarré le 3 octobre, le Centre Pompidou était toujours en grève en début de semaine. Motif : des revendications sur l'amélioration des conditions de travail, les effectifs et les salaires de certains postes. Pour les syndicats, le nombre croissant d'expositions et de manifestations devrait conduire à la création d'une soixantaine de postes. Par ailleurs, le nombre de conseils de discipline pour fautes serait passé à une demi-douzaine l'année dernière, pour un effectif de 960 personnes. Et des travaux lourds et nocifs pour le public et les agents d'accueil se poursuivent les jours d'ouverture. L'établissement garde donc portes closes depuis le 12 octobre. Mais l'intersyndicale parle « d'avancées certaines ».

Mobilisation

En réponse à Raffarin, qui déclarait, en 2003, « *Ce n'est pas la rue qui gouverne* », Aux urnes, etc. s'est lancé dans une « tournée électorale » jusqu'en mai 2007. Ce collectif, qui réunit des artistes comme Les Ogres de Barback, les Hurléments d'Leo, Mouss et Hakim (ex-Zebda), Debout sur le zinc, Tryo, la Compagnie Jolie Môme, et des associations et festivals comme Tacticolectifs, Enfermés dehors, Vivre vite et Furia, circule sous les chapiteaux de Latcho Drom. À travers des cabarets citoyens, des rencontres et des concerts, il espère servir de « réveil à la conscience politique des désabusés, de ceux qui ne trouvent plus leur place dans le système de représentation politique actuel ».

L'Afrique réclame justice

CINÉMA. Dans un tribunal en plein air, la société civile africaine attaque les instances financières occidentales. Place à la parole.



ES « Bamako », d'Abderrahmane Sissako.

ELLE APPELLE pour qu'on lui lace sa robe. Rituel matinal. À sa droite, l'assistance patiente sur des chaises. À sa gauche, des magistrats, bien chaudement vêtus pour cette latitude, attendent les témoins. Derrière, des femmes s'activent autour du puits, portent des seaux, sortent de la toilette, teignent des tissus. Une famille prend son petit-déjeuner, une chèvre broute la robe d'un avocat qui sursaute. Un malade transpire sur une paille, un couple se dispute, un pistolet disparaît, un mariage passe aussi, interrompant l'audience. De l'autre côté d'un mur, des hommes bavardent sous un micro qui retransmet ce qui se dit dedans.

La cour dans la cour, espace où se disent les injustices et où l'on réclame justice : toute la dramaturgie de *Bamako* repose sur cette superposition entre un tribunal et un lieu de vie. En l'occurrence, une maison d'Hamdallaye, quartier populaire de Bamako où le réalisateur mauritanien Abderrahmane Sissako a grandi. Quotidien et érudition, officiel et anecdotique, documentaire et fiction, mais aussi théorie et réalité : différents types de discours s'interpellent et se répondent. Il y a la déclaration et son illustration. La verbalisation de la souffrance et l'image de la souffrance. Champ et contre-champ n'alternent pas, ils interfèrent l'un dans l'autre, dynamisant un procès imaginé où la prise de parole occupe une place magistrale. « *La parole, c'est quelque chose, quand tu l'as sur le cœur, tu la saisis, jette un vieil homme à la cour. Ma parole ne restera pas en moi.* » On ne comprend pas immédiatement

ce que dit cette parole, parce qu'elle est multiple et éclatée. Parce que l'important, aussi, semble se situer d'abord dans les à-côtés de l'audience, pas tant son décor que son cadre, ses racines, ses gens. Ce sont les Africains qui tiennent le devant de la scène, ceux qui écoutent, ceux qui interviennent et ceux qui passent à la barre, dans une lumière assez pâle, pour dénoncer le poids de la dette du tiers monde, les conséquences de la privatisation des services publics au Mali ou le

désastre général des conditions de vie sur le continent. « *L'Afrique est victime de ses richesses*, soutient l'écrivain et sociologue Aminata Traoré. *Mais comment s'approprier nos biens ?* » Petit à petit, l'enjeu judiciaire se révèle. Et l'affrontement qui oppose la société civile africaine aux instances financières occidentales s'étoffe. La tendance est claire : « *La Banque mondiale est devenue la banque de l'inhumanité. Le FMI prolonge la colonisation.* »

Les oppositions sont un peu trop marquées, dans *Bamako*, entre les pauvres africains et les riches responsables venus du Nord, l'authentique paysan noir dont la chanson bouleverse l'auditoire et le magistrat blanc suffisant qui péroré : « *N'y a-t-il pas de gens qui ont de l'argent au Mali ?* » C'est que la mise en scène insiste radicalement sur les rapports de force, mais aussi sur l'effort de reconquête du peuple africain et sa puissante volonté d'autonomie. Abderrahmane Sissako ne s'en tient pourtant pas à la bataille rangée. Il s'offre, comme intermède politico-ludique, un western-spaghetti sauce subsaharienne, où il brosse la corruption des élites africaines. À la justice, il donne le visage et la voix d'un avocat blanc et d'une avocate noire. Tous deux se livrent à des plaidoyers lestés qui sonnent comme une revanche. Réalisé avec de vrais magistrats et de vrais témoins, *Bamako* flirte avec le documentaire mais aussi avec l'art dramatique. Cathartique ? « *Tout cela n'est que du théâtre* », lance quelqu'un à la cour. Un théâtre que le cinéaste mauritanien a voulu très en phase avec le réel.

INGRID MERCKX

Battre le tam-tam

MUSIQUE. La Seine-Saint-Denis accueille des musiciens de plus de vingt pays, dont Roger Raspail, percussionniste guadeloupéen.

LE FESTIVAL DES VILLES DES MUSIQUES DU MONDE est issu de la collaboration de quinze villes de Seine-Saint-Denis. Pendant un mois, des artistes venus du monde entier se produisent en concert, rencontrent des jeunes, font partager leurs expériences et animent des ateliers sur ce territoire. Parmi eux cette année : l'Orchestre national de Barbès (24 octobre, Le Blanc-Mesnil), le trio Joubran, de Palestine (3 novembre, Aubervilliers), Souad Massi (3 novembre, Montreuil) et, le 29 octobre, à Aubervilliers, un travail collectif réalisé par les Tambours du 93 avec Roger Raspail et l'ensemble réunionnais Salem Tradition. Né en Guadeloupe, Roger Raspail est un authentique « percussionniste du monde », qui a joué avec des artistes antillais, africains et des musiciens de jazz. Depuis



Roger Raspail. « Le rythme, on l'a tous. On le développe ou pas. »

sept ans, il œuvre à « développer un état d'esprit musical » chez les jeunes d'Aubervilliers : à leur faire prendre conscience de leurs possibilités en musique à partir des tambours. En leur apprenant les peaux, il leur fait découvrir la richesse de la musique et des univers auxquels elle introduit. Dans le cadre du festival 2006, il va présenter les rythmes de La Réunion aux élèves des écoles de musique pour leur permettre de jouer avec le groupe de Maloya Salem Tradition.

Pour Roger Raspail, tout le monde peut participer à ces ateliers : « *Le rythme, on l'a tous, ce n'est pas un privilège de Noirs, de Blancs ou de classe sociale ; après, on le développe ou pas. Mon rôle est de permettre qu'on le développe. Au départ, je fais travailler globalement : avant même d'entrer dans une histoire rythmique, il faut déjà savoir comment les instruments sont faits, comment on peut sortir des sons à partir de cette peau qui n'est pas très grande, mais qui est immense au niveau des résultats. Ensuite, on arrive aux histoires rythmiques qui sont liées quelquefois aux pays d'origine des élèves, donc j'essaie de diffuser tous ces rythmes avec leurs traditions et leurs valeurs. Nous travaillons avec des djembès qui ont un bon rapport qualité/prix et sont généreux au niveau du son. Mais je prends le djembé au même titre que le piano : c'est un instrument à part entière, qui peut jouer autre chose que des musiques africaines et c'est à partir de la musique que nous interprétons que nous travaillons les différentes tonalités des peaux.* » Avec Salem Tradition, Roger Raspail et les Tambours du 93 vont proposer à Aubervilliers la rencontre de musiques issues d'histoires d'esclavage, de « marronnage », de luttes. Ici, le plaisir de faire de la musique est indissociable de la découverte du sens de la musique.

DENIS-CONSTANT MARTIN
Villes des musiques du monde, du 20 octobre au 19 novembre, 01 48 36 34 02, www.villesdesmusiquesdumonde.com
Fanny's Dream, Roger Raspail, Futura/Marge 1006.

Basse manœuvre

INTERMITTENTS. L'UMP a enterré la proposition de loi défendue par le Comité de suivi.

COUP DUR POUR LES INTERMITTENTS. La proposition de loi (PPL) élaborée par le Comité de suivi et rapportée dans une niche du parti socialiste a été enterrée, le 12 octobre, à l'Assemblée nationale. Réalisant que l'hémicycle comptait davantage de partisans de la PPL que d'opposants, Bertrand Accoyer, président du groupe UMP, a déposé une demande de quorum. Un stratagème peu fréquent qui exige qu'une majorité de députés soient présents à leurs sièges. Le vote est repoussé d'au moins une heure, le temps de rassembler les troupes. Le 12 octobre, Renaud Donnedieu de Vabres, Gérard Larcher, ministre de l'Emploi, et Bernard Accoyer ont fait suffisamment trainer leurs interventions pour que le vote ne puisse avoir lieu avant la séance suivante. Motif : si une centaine de signataires UMP soutiennent la solution législative, le ministre, et une partie de sa clique, y reste fermement opposé. « *Le temps n'est pas encore venu, même s'il*

approche, de devoir constater l'échec des partenaires sociaux », a déclaré Renaud Donnedieu de Vabres. « *Notre proposition fixe des règles qui laissent place au dialogue social, a rétorqué Frédéric Dutoit, membre (PCR) du Comité de suivi. Voilà trois ans que vous nous faites le coup de la discussion.* » L'attitude du ministre bafoue le travail du Comité de suivi, qui rassemble des députés de tous bords. « *Vous venez d'assassiner un exemple de coopération entre les politiques et la société civile* », s'est révolté Noël Mamère. Pour voir la PPL de nouveau soumise aux parlementaires par le parti socialiste, il faudra probablement attendre la prochaine législature. D'ici là, la CFDT, la CFTC et la CGC – qui nous ont « *menés en bateau* », a tempêté le président du Comité de suivi, Étienne Pinte – pourraient décider de signer le protocole du 18 avril, qui prolonge celui de juin 2003. La manœuvre ressemble fort à du sabotage.

INGRID MERCKX



« Sur les ailes du temps ». Les acteurs sont des non-professionnels.

Jeunes talents

THÉÂTRE. Des « seniors » réunis par Vincent Colin jouent Molière. Queneau, Félix Leclerc...

« **NOUS SOMMES NÉS BIEN AVANT LE PLASTIQUE,** *le numérique, la bombe atomique et les prélèvements automatiques.* » Cette litanie des inventions que nos proches parents ne connaissaient pas dans leur enfance est dite dans tous ses développements à la fin du spectacle *Sur les ailes du temps* par un groupe d'acteurs âgés réunis par Vincent Colin. Ce Normand travaillant le plus souvent en Bretagne est un homme de théâtre qui adore s'interroger sur la vie de ces MM. Tout-le-Monde. Quand ils ne sont pas les duplicatas que l'on croit. Cette fois, il s'est intéressé aux personnes âgées. Si l'on faisait un spectacle avec elles, qui ne soit pas fait pour un club mais, au contraire, destiné au grand public ?

C'est ainsi qu'a vu le jour *Sur les ailes du temps*. Depuis Vannes, Vincent Colin a passé une petite annonce dans *Ouest-France* et le *Télégramme* : ouverture d'un atelier de théâtre pour les plus de soixante-dix ans. Quelques personnes se sont présentées. Dans deux ateliers, l'un à Vannes, l'autre à Quimper, il fallait donner un peu de technique à ces acteurs naissants, élaborer le spectacle lui-même, desserrer pas mal de verrous. Le spectacle, dont le titre s'inspire de La Fontaine (« *Sur les ailes du temps la tristesse s'envole* »), a pris forme peu à peu. Il a été créé au théâtre de Cornouaille, à Quimper, puis a tourné en Bretagne. Voici maintenant venir à Paris ces inconnus devenus illustres en Armor ! Quinze personnes montent sur la scène, où le décor n'est constitué que de quelques chaises. Un seizième invité s'est glissé, modestement, superbement, dans l'entreprise : Georges Goubert, qui fut le directeur de la Comédie de l'Ouest et qui est le seul professionnel de ce groupe improvisé. Femmes et hommes sont un peu droits, un peu raides, avant de donner une vie rayonnante aux textes de Molière, La Fontaine, Ferré, Queneau, Tchekhov, à la chanson de Félix Leclerc, « *L'Héritage* ». ... Colin va jusqu'à faire jouer à ses interprètes un questionnaire médical sur la « *dépression gériatrique* » ! Une danse bretonne survient, et tout s'enflamme, sauf l'un des participants, un peu rouillé. Une sacrée bouffée d'humanité !

GILLES COSTAZ

Sur les ailes du temps, théâtre Silvia-Monfort, Paris, 01 56 08 33 88. Jusqu'au 29 octobre. Sous le titre de la pièce et le sous-titre Mettre en scène le troisième âge, Vincent Colin a publié un carnet de bord des répétitions et des représentations (L'Harmattan, 84 p., 11 euros).

Culot et trahisons

TÉLÉVISION. Patrick Rotman réalise la première biographie en images de Jacques Chirac.



« Vous serez surpris par ma démagogie. »

COMMENT RÉSUMER JACQUES CHIRAC ? Au fil de quarante ans de vie politique, l'enfant de Corrèze n'a pas seulement fait une brillante carrière. Élu président de la République en 1995, à sa troisième tentative, il est le seul à avoir été ministre ou Premier ministre de ses quatre prédécesseurs. Cette exceptionnelle longévité, que retrace le documentaire en deux parties de Patrick Rotman, ne se synthétise pas aisément. Le récit de ses combats et trahisons pour se hisser au faite du pouvoir est impressionnant. De 1974 à 1995, Jacques Chirac a éliminé tous ses concurrents (Chaban-Delmas, Giscard, Barre, Balladur) avec un culot et un cynisme non dissimulés. À l'automne 1994, Édouard Balladur est le grand favori des sondages. Jacques Chirac n'en a cure. Au moment de se lancer en campagne, il confie à ses collaborateurs : « *Ne craignez rien, vous serez surpris par ma démagogie.* »

Difficile de déceler dans ce parcours, bien restitué, un ressort idéologique qui en serait le fil conducteur. « *Il est capable d'un vrai courage*, tant physique qu'intellectuel, observe Michel Rocard, son ancien camarade de Sciences-Po. *Ce qui lui manque, c'est la colonne vertébrale intellectuelle.* » À chaque époque son Chirac, qui varie avec le fond de l'air. « Chirac-girouette », un de ses nombreux surnoms, a toujours été un homme sous influence. Un « *chevalier de l'opportunisme* », selon le mot de Raymond Barre. Pas même gaulliste. En 1961, stagiaire de l'ENA auprès du gouvernement général à Alger, au moment des Barricades, il hésite longtemps avant de signer une pétition de soutien à de Gaulle – « *un chèque en blanc* », jugeait-il. En 2002, Jean-François Probst, l'un de ses anciens collaborateurs, avait « *l'espoir après ses 82 % qu'il devienne enfin gaulliste* » et nomme « *un gouvernement de large union* ». Raté, encore ! De la signature de l'appel de Stockholm, lancé par le PC dans les années 1950, aux discours internationaux gaullo-mondialistes de son deuxième septennat, en passant par l'appel de Cochin, la promotion du libéralisme ou la dénonciation de la fracture sociale, Jacques Chirac apparaît comme un personnage schizophrène, écartelé entre sa gauche et sa droite, qui n'aura été que rarement lui-même. Un homme public assez secret.

MICHEL SOUDAIS
Chirac, lundi 23 et mardi 24 octobre, 20 h 50, 2 X 110 mn, France 2.

L'œil du Pentagone

TÉLÉVISION. Récit d'une longue collaboration entre Hollywood et l'armée américaine.

« **PATTON** », RÉALISÉ PAR SCHAFFNER en 1970, résume une certaine entente cordiale. Le film répond au désir du public américain, avec de l'action, de l'émotion (une pointe) et des héros qui triomphent du mal. Avec les compliments du Pentagone. Car les États-Unis sont le seul pays au monde où l'armée et l'industrie du cinéma se sont associées. Entente lointaine, contractée sous l'ère du cinéma muet. L'intérêt est double : d'une part, la propagande, par l'exaltation du patriotisme et de l'héroïsme ; d'autre part, le recrutement. Sollicité par les producteurs, le Pentagone contrôle l'éthique militaire, impose sa vision, tandis que seuls les résultats financiers comptent pour Hollywood, qui dispose ainsi de tout un

arsenal nécessaire, de porte-avions en sous-marins, de conseils techniques en images d'archives, même si celles-ci sont entrées dans le domaine public. Dans cet esprit, *le Jour le plus long* est un sommet de collaboration, comme *les Béréts verts*, *Top Gun*, *Pearl Harbor* ou *En territoire ennemi*. Au contraire de *Platoon*, *Full Metal Jacket* ou *Apocalypse now* (Coppola préféra se passer des moyens militaires plutôt que de changer un mot à son scénario). À travers soixante ans de cinéma de guerre américain, ce n'est pas la censure exercée par l'armée que soulèvent Maurice Ronai et Emilio Pacull, mais l'autocensure de certains cinéastes.

JEAN-CLAUDE RENARD
Opération Hollywood, vendredi 27 octobre, 23 h 05, Arte (1 h 30).

À vos postes !

RADIO

23 AU 27 OCTOBRE
Brassens
France Culture, de 11 h à 11 30
Une virée dans l'univers poétique de Brassens, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa mort. « *Si on m'enlevait ce que les autres m'ont donné, il me resterait peu de chose* », s'était plu à dire Brassens, nourri du verbe de Villon, de Ronsard et de Rimbaud. Une approche linguistique et sémiologique qui rend compte de son lexique, du ton et de la note, des références et des emprunts, d'une certaine fleur des nerfs d'un auteur confessant sa hantise du mot juste, « *pesé au trébuchet d'apothicaire* ».

DIMANCHE 22 OCTOBRE
Hommage à Kafka
France Culture, 1 h
Un hommage dans l'hommage. Celui à Alain Trutat, auteur, adaptateur et réalisateur, homme de radio, célébré toute cette semaine sur France Culture.

Trutat donc, rendant hommage à Franz Kafka, avec ce documentaire réalisé en 1949.

LUNDI 23 OCTOBRE
Écrivains et artistes noirs
France Culture, 20 h 30
Encore un hommage. Celui réservé au 50^e anniversaire du premier Congrès des écrivains et artistes noirs, dans le lieu même où il s'est tenu en septembre 1956, à la Sorbonne. Une lecture d'extraits des communications des artistes et des auteurs, alors invités.

TÉLÉVISION

MARDI 24 OCTOBRE
Nuit et brouillard
Arte, 0 h 35



« *expérience insaisissable, intransmissible, déraisonnable, nous avons choisi les images majeures qui permettraient, dans la mesure des moyens d'un court métrage, de faire participer à cette énorme tuerie les vivants d'aujourd'hui, ceux aussi qui n'ont jamais essayé (ou n'ont pas eu l'âge) de comprendre jusqu'où pouvaient aller certains hommes qui ont la haine de la liberté et le mépris d'autrui.* »

JEUDI 26 OCTOBRE
Ils ont dit coupable

France 2, 23 h
Comment peut-on condamner un homme sans être certain qu'il a commis l'irréparable ? Telle est l'idée (obsédante) qui a guidé ici le réalisateur Philippe Pichon. Une question qui en amène une autre : pourquoi le doute ne bénéficie-t-il que rarement à l'accusé ? Pichon raconte ainsi l'existence de Raphaël Maillant, condamné pour meurtre en 1997 par la cour d'assises des Vosges. Libéré en 2004, il a purgé une peine de dix ans après avoir toujours clamé son innocence et demandé la révision de son procès. Une ténacité farouche gouvernée par la volonté de savoir pour qui il « a payé ». Une gageure quand on sait que, depuis 1945, seules huit affaires criminelles ont été révisées, sur des milliers de requêtes. Engagé pour au moins vérifier les faits, le réalisateur se trouvera confronté (au milieu d'un dossier de quatre mille pages) aux torts et travers de rapports d'autopsie contradictoires... Un documentaire qui plaide naturellement pour une juste justice.

JEUDI 26 OCTOBRE
Quand tombent les murs de l'asile

France 2, 23 h 55
Galerie de portraits d'individus à part, en France, en Italie, en Grande-Bretagne. Des fous à lier, atteints de schizophrénie, de psychoses, de dépression. Des fous à enfermer pour autant ? Le documentaire de Youki Vattier explore les alternatives à l'hôpital psychiatrique, propose des solutions plus humaines et respectueuses de la dignité des malades, à la place des camisoles chimiques, des cellules d'isolement, etc. Un voyage trans-européen du côté de la folie, menant jusqu'aux psychiatres qui ont choisi une certaine façon de traiter : au cœur de la ville. Suivant ainsi ce qui s'est fait, dès 1974, à Trieste, sous la houlette de Franco Basaglia, également à l'origine de la fermeture des asiles en Italie.

«Une manière nouvelle de faire de la politique»

Chico Whitaker, militant des luttes sociales au Brésil, publie un « mode d'emploi » pour « changer le monde », où il analyse la méthode révolutionnaire que représentent les forums sociaux mondiaux, dont il est l'un des fondateurs.

Les mouvements sociaux français ont joué un grand rôle dans la naissance des forums sociaux. Quel message souhaitez-vous leur faire passer avec ce « nouveau mode d'emploi pour changer le monde » ?

Chico Whitaker : Le Forum social mondial (FSM) a connu un extraordinaire succès dès sa naissance. Mais je me suis rendu compte qu'il restait très mal connu. Les médias, en particulier, continuent à en présenter une image distordue, peinant par exemple à comprendre l'absence de déclaration finale, un point pourtant fondamental de la méthode des FSM.

Le Forum social mondial, c'est d'abord une invention, une manière nouvelle de faire de la politique. L'expérience de l'édition de Mumbai, en 2004 est révélatrice. La tradition des mouvements organisateurs indiens, avant cet événement, c'était la discorde. Le défi de mettre sur pied le FSM les a obligés à se mettre autour d'une table, à se connaître, à aplanir des divergences souvent formelles et à s'unir au service d'un objectif supérieur dépassant l'enjeu de leurs querelles. Le bénéfice principal du forum social de Mumbai pour eux, expliquent-ils, c'est la mise en route de ce processus politique d'union, inédit en Inde.

C'est le grand message pratique du FSM : il s'agit d'un outil, d'une méthode de travail fondée sur l'écoute, d'un processus en construction, d'un espace neutralisé, sans quête de mots d'ordre ou de plan de bataille général comme une « déclaration finale ».

Le décalage est souvent considérable avec les traditions de lutte en Europe, où l'obsession de l'efficacité immédiate déprécie souvent la valeur d'un cadre d'élaboration comme le FSM. Cette compréhension exige un saut qualitatif. On néglige également souvent une autre dimension-clé : le changement intérieur des individus. Nous défendons la nécessité d'accomplir un effort de « rééducation », afin de désapprendre des pratiques qui ont montré leur limite pour « changer le monde ».

On entend presque une préconisation pour les partis politiques de la gauche française non socialiste, où la perspective d'une candidature unique pour la présidentielle de 2007 semble enterrée... Je connais bien la France, et c'est aussi à sa classe politique que j'ai souhaité m'adresser. Une grande partie de la gauche vit un climat



Au Forum social mondial de Bamako, en janvier 2006.

de compétition permanent, dans l'incapacité de s'écouter, de coopérer et de mettre sur pied des accords féconds. Elle passe son temps à se tromper d'ennemi.

La crise que traverse Attac-France, l'un des piliers de la construction du FSM, n'est-elle justement pas un coup dur porté à votre « méthode » ?

Non, je dirais même qu'elle la conforte. Que voit-on aujourd'hui mis en échec, à la tête de ce mouvement, si ce n'est une pratique de luttes permanentes pour le pouvoir, une vieille tradition politique de la quête de l'hégémonie, la croyance au rôle d'une « avant-garde éclairée », la distanciation vis-à-vis de la « base » ? Que d'énergie perdue !

Nous avons assisté à des tentatives similaires d'instrumentalisation du FSM, qui visaient à lui imposer, de l'intérieur, une direction, des mots d'ordre. C'est une grande erreur. Les deux options de lutte peuvent coexister : espace ouvert du type Forum social mondial et mouvement organisé derrière une direction. La disparition de la spécificité du FSM

serait une perte immense car il n'existe rien pour s'y substituer. Cependant, j'ai aujourd'hui le sentiment que cette menace s'estompe. La dynamique qui s'est déclenchée au Kenya pour la préparation du FSM de Nairobi, en janvier prochain, en est pour moi une preuve renouvelée.

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK PIRO

Un manuel de lutte

Chico Whitaker ne s'attarde pas en digressions lyriques dans l'analyse de l'exceptionnelle saga des forums sociaux mondiaux, s'attelant, dans une sorte de manuel, à une tâche plus ingrate mais fondamentale : mettre en forme la nouveauté conceptuelle que constituent ces forums. Face à ceux qui rêvent de mettre le FSM en ordre de bataille contre le néolibéralisme ou le voient menacé de « folklorisation », l'auteur s'évertue à démontrer que la révolution est bien dans la méthode. Témoin privilégié, avec une grande acuité, des six premiers FSM (et de nombreux autres forums régionaux en Europe, Asie, Afrique), Chico Whitaker dégage patiemment les caractéristiques qui en font une nouveauté politique d'une profondeur insoupçonnée, défendant notamment la nécessité du changement personnel pour faire aboutir le changement social.

Changer le monde, (nouveau) mode d'emploi, traduction augmentée de la version brésilienne parue en 2005, éditions de l'Atelier, 255 p., 21 euros.

La rebelle et son maître

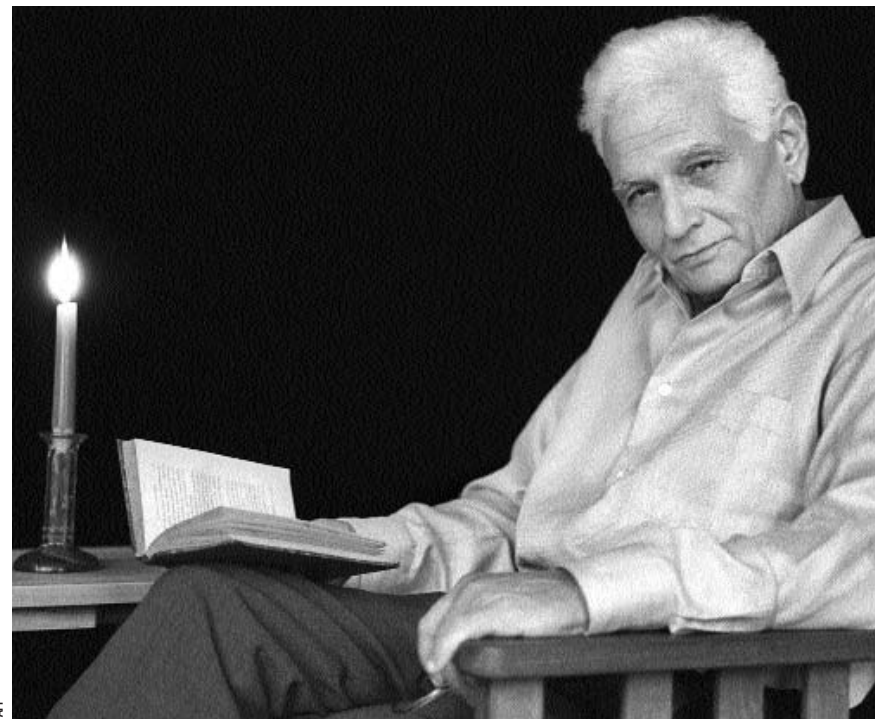
Ancienne élève de Jacques Derrida, la philosophe américaine Avital Ronell retrace sa trajectoire dans un entretien passionnant avec Anne Dufourmantelle.

Vers la fin des années 1970, Avital Ronell se rend à un colloque à Heidelberg. Entre deux conférences, la jeune philosophe américaine se promène avec Hans Georg Gadamer, auteur de nombreux ouvrages, un homme respecté et admiré. Le soir, ils boivent ensemble dans les bars et, joyeux, dansent quasiment sur les tables. Une attitude qui paraît « vraiment scandaleuse » aux étudiants et enseignants présents, dont quelques heideggeriens « très connus et bien établis ». Appréciant la brillante étudiante très engagée dans son époque et « révoltée par toute forme d'autorité », le vieux professeur se moque des regards réprobateurs. L'anecdote n'aurait pas grand intérêt s'il ne lui avait lancé à cette occasion : « Avital, pour être un jour un vrai penseur, il faut se trouver un maître. Il n'y a pas d'autre moyen et pas d'autre route. Il faut s'attacher à un maître et faire le travail d'apprentissage douloureux. Continuer autrement, c'est une illusion, et ce n'est pas le vrai travail philosophique. » La jeune femme s'insurge d'abord contre cet « intolérable » autoritarisme. Mais, même si Gadamer ne se propose pas lui-même, ses conseils se transforment rapidement en « injonction » pour elle. « Il fallait que je trouve un maître, il fallait que je me soumette à d'autres – ou au moins que je fasse semblant de m'y soumettre. »

La jeune femme décide alors de s'engager dans le « camp Derrida », ce qui, à l'époque, lui semble « comparable à la situation des premiers chrétiens ». Outre un engagement politique, ce choix implique aussi une large part de combat contre elle-même : « Je suis allé auprès de Derrida pour me faire souffrir et pour m'entraîner, comme on s'entraîne dans le pire service militaire qu'on puisse imaginer. En Amérique, les plus durs, ce sont les marines. Moi, je me suis enrôlée dans les « marines » philosophiques, parce qu'il fallait au moins ça. »

Après un stage à Berlin et l'obtention de son diplôme à l'université de Princeton, celle qui admet avoir été alors une sorte de « jeune punk philosophe » rejoint donc Paris, armée d'un solide bagage de philosophie allemande. Tout comme Deleuze, Foucault et quelques autres, Derrida poursuit depuis de nombreuses années une lecture assidue de Husserl, Heidegger et Nietzsche, et remarque vite la jeune femme. C'est le début d'une relation qui, de maître à disciple, se transforme bientôt en collaboration assidue.

À la fin de ses entretiens avec Anne Dufourmantelle, dans un hommage très émouvant, « Dire adieu au maître », Avital Ronell raconte combien cet engagement lui a d'abord coûté. Derrida, qui n'avait pas le « profil universitaire type », ouvrait alors « des voies qui ressemblaient à de véritables courses d'obstacles ». Ce qui valut à la jeune philosophe, outre sa formation jugée trop « continentale » (c'est-à-dire allemande et française), d'être « virée, licenciée, maltraitée » par



les départements de philosophie américains. Sortant d'entrée de jeu de « l'orthodoxie philosophique » avec des textes et des recherches trop « subversifs », elle reconnaît aujourd'hui : « Sans les travaux de Derrida, Deleuze, Irigaray, Foucault, Cixous et d'autres écritures féminines, j'aurais été écrasée par l'appareil massif, souvent misogyne, raciste, conservateur de l'université américaine. [...] Il y a, aux États-Unis, des refuges pour les femmes battues, et la pensée française a eu cette fonction pour moi. » Pourtant, elle n'hésite pas non plus à rappeler que les États-Unis, malgré certaines résistances, ont offert à Derrida des lieux d'enseignement et une vraie reconnaissance, contrairement à l'université française ! C'est l'une des conséquences heureuses de la « french theory », terme dont elle souligne l'ambivalence en tant que « déplacement intéressant et suspect de la philosophie », puisqu'on « ne dit plus "penser" ou "philosopher", on dit "théoriser" ». On aurait pourtant tort de considérer Avital Ronell comme une simple disciple demeurant dans l'ombre de l'auteur de *Spectres de Marx*. Outre son travail aux côtés de Derrida, elle engage des recherches sur des objets ignorés ou délaissés – et souvent méprisés – par ses collègues. Ainsi a-t-elle publié, il y a quelques années, un ouvrage remarqué sur le crack et la « guerre à la drogue » menée par les États-Unis. Elle s'y interroge sur le fait que « chaque culture comprend en son sein une culture des drogues ». L'impact de la technologie sur l'homme est aussi l'un des champs qu'elle laboure, comme on le voit dans son étonnant

Telephone Book. En effet, Avital Ronell ne conçoit son travail qu'en repoussant toujours plus loin les frontières imposées à sa discipline : « Mon intérêt pour les déviants offre peut-être une allégorie de mon rapport à la philosophie, où je me sens une squatteuse ou une sans-abri. » Mais l'un de ses ouvrages les plus originaux est certainement *Stupidity*, petit traité savoureux sur la bêtise. Cet objet philosophique non identifié, « rarement abordé » par les philosophes, est, selon elle, « toujours une question socio-politique », puisqu'elle s'adresse « toujours à la communauté, jamais au seul individu »...

On ne peut donc que saluer la traduction en français aujourd'hui des trois volumes d'une auteure à laquelle seules quelques revues, en particulier *Vacarme*, s'étaient jusqu'ici intéressées. Et, pour reprendre les termes avec lesquelles Avital Ronell qualifiait la pensée derridienne, ses travaux sont la « marque d'une pensée qui s'expose au risque, et la violence de ces messieurs les universitaires est simplement l'apanage de l'innovation sans pareille, du questionnement à mort ». Qu'elle poursuive dans cette voie !

OLIVIER DOUBRE

American philo. Entretiens avec Avital Ronell, par Anne Dufourmantelle, Stock, 268 p., 20 euros. **Stupidity**, Avital Ronell, traduit par Céline Surprenant et Christophe Jaquet, Stock, « L'autre pensée », 258 p., 20,50 euros. **Telephone Book. Technologie, schizophrénie et langue électrique**, Avital Ronell, traduit par Daniel Loayza, Bayard, « Le rayon des curiosités », 136 p., 23 euros.

« Sans les travaux de Derrida, Deleuze, Irigaray, Foucault, Cixous et d'autres écritures féminines, j'aurais été écrasée par l'appareil massif, souvent misogyne, raciste, conservateur de l'université américaine. »

LA VIE
ASSOCIATIVE
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



ÉCOLOGIE
Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE
Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action est coordonnée par Françoise Galland avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), David Langlois-Mallet, (Culture), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts :
Françoise Galland, 01 55 25 86 88, association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire :
Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

JUSTICE

Abdallah, l'acharnement

Un collectif milite pour la libération du militant révolutionnaire libanais Georges Ibrahim Abdallah, détenu en France depuis 1984.

C'est l'histoire d'un bouc émissaire idéal maintenu depuis vingt-deux ans dans les geôles de la République, au nom de l'intérêt supérieur de la nation. Ses soutiens ne l'ont pas oublié, eux qui ont relancé bruyamment le débat autour de son incarcération lors d'un meeting pour sa libération, le 6 octobre dernier à Saint-Denis. L'histoire récente de la France non plus ne l'a pas oublié. Le 6 juin 1982, l'armée israélienne envahit le Liban. L'opération « Paix en Galilée » se solde par des milliers de victimes. Beyrouth est anéantie par des semaines de siège, de bombardements et de guerre civile. Devant un pays devenu le point de convergence d'intérêts internationaux bien étrangers à ceux du Liban, plusieurs organisations de combattants libanais et arabes décident de lutter en frappant les intérêts occidentaux et israéliens dans le monde. C'est le cas des Fractions armées révolutionnaires libanaises (Farl), qui sévissent en Europe. Georges Ibrahim Abdallah en fait partie.

Né le 2 avril 1951 dans une famille de chrétiens maronites à Kobayat, dans le nord du Liban, le militant communiste révolutionnaire, tel qu'il se définit lui-même, Georges Ibrahim Abdallah rejoint d'abord les rangs du Parti national social syrien, pour intégrer plus tard la résistance palestinienne en adhérant au Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Blessé lors de la première invasion du Sud-Liban en 1978, Abdallah devient membre des Farl. Deux des principales opérations attribuées à l'organisation défilait la chronique en France : le colonel Charles Ray, attaché militaire de l'ambassade américaine en France, est exécuté le 18 janvier 1982. Quelques mois plus tard, le 3 avril 1982, Yakov Barsimantov est assassiné. Le diplomate, secrétaire en second à l'ambassade israélienne en France, est aussi le chef du Mossad (les services secrets israéliens) dans l'Hexagone. Soupçonné de complicité dans ces deux affaires, Georges Ibrahim Abdallah est arrêté le 24 octobre 1984 pour détention de faux papiers d'identité. Certes, la médiation algérienne parvient à convaincre Paris de libérer le détenu en échange du retour d'un otage français de Beyrouth. Mais les autorités américaines font pression sur la France pour empêcher la libération d'un homme qui serait impliqué dans l'assassinat d'un de ses ressortissants. *In fine*, le 10 juillet 1986, Georges Ibrahim Abdallah est condamné à quatre ans de prison pour « complicité d'assassinat et complicité de tentative d'assassinat ».



Abdallah, le 3 juillet 1986 au tribunal de Lyon.

L'histoire aurait pu en rester là. Mais, entre 1985 et 1986, une série d'attentats à Paris fait 13 morts et plus de 300 blessés. La violence aveugle atteindra son apogée en septembre 1986. Le 17, l'explosion d'une bombe rue de Rennes tue 7 personnes et en blesse 50 autres. Le mystérieux Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes, perçu comme un faux nez des Farl, signe les attentats et réclame la libération de Georges Ibrahim Abdallah et de deux autres activistes relâchés depuis. Alors que le militant libanais est incarcéré depuis plus d'un an et que l'otage français de Beyrouth vient d'être libéré, la DST (Direction de la sécurité du territoire) annonce la « découverte » opportune d'armes dans un appartement loué au nom d'Abdallah. Armes qui auraient été utilisées lors des attentats contre le colonel Ray et l'agent Barsimantov.

La promesse faite à l'Algérie ne sera jamais honorée : le 24 février 1987 s'ouvre le procès de Georges Ibrahim Abdallah, devant une cour spéciale. Peu importe qu'il compare pour cette trouvaille aussi inespérée que pratique, car propice à toutes les interprétations. Pour l'opinion, l'homme responsable des bains de sang parisiens va enfin passer devant ses juges. Voilà pour le tableau officiel, au moment où l'affolement médiatique et populaire est à son paroxysme. La vérité sur les coulisses des attentats est pourtant bien différente.

Dans son ouvrage intitulé *L'Antiterrorisme en France ou la terreur intégrée* (1), Serge Quadruddani revient sur cette période trouble de l'histoire de la V^e République et sur le dessous des cartes de l'affaire Abdallah. Malgré la pression de l'opinion lors du procès, les proches du dossier s'attendent à un verdict clément, destiné à « calmer le jeu » et à éviter une reprise des attentats. Le réquisitoire de l'avocat général conjure les juges de ne pas aller au-delà de dix années d'emprisonnement. Contre toute attente, Abdallah est condamné à la perpétuité. Un verdict unanimement salué par les politiques, les médias et le public. Très vite pourtant, un élément rocambolesque vient enrayer la belle machine : l'avocat de l'accusé, maître Mazurier, avoue avoir trahi son client au profit de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Le fait qu'un agent des services spéciaux déguisé en avocat bafoue la justice et les droits de la défense n'émeut que le nouveau défenseur d'Abdallah. Persuadée que les quatre frères du détenu et d'autres membres des Farl originaires de Kobayat défient la France pour obtenir la libération de leur camarade terroriste, l'opinion publique ne s'embarrasse pas du respect des droits dû à tout justiciable.

Dans l'arrière-boutique de l'État, pourtant, la vérité sur les attentats commence déjà à percer. La DST aurait ainsi appris quelques jours avant le procès de Georges Ibrahim Abdallah que son « clan » n'était pas responsable des attentats de septembre. Le contexte international apporte d'autres éclaircissements : non loin du Liban, la guerre Iran-Irak fait rage depuis 1980. La France, sans jamais en avoir référé à son peuple, livre discrètement des armes en masse à l'Irak et implique même secrètement ses militaires sur le terrain. Un soutien décisif pour Saddam Hussein contre la République islamique de l'ayatollah Khomeini, dans une guerre responsable d'un million de morts. Et une bonne raison pour les réseaux pro-iraniens d'attaquer la France sur son sol en guise de représailles. Comme l'écrit Serge Quadruddani, la revendication de la libération de Georges Ibrahim Abdallah et des deux autres militants « ne pouvait avoir d'autre rôle que celui d'un leurre permettant d'opérer une pression tout en dissimulant à l'opinion les véritables enjeux de l'affrontement. » Aujourd'hui âgé de 55 ans, le « leurre » continue à croupir derrière les barreaux.

XAVIER FRISON

(1) *L'Antiterrorisme en France ou la terreur intégrée*, Serge Quadruddani, La Découverte, 1989.

ENTRETIEN

« Une vengeance politique »

Alain Pojolat, militant actif du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, revient sur les raisons d'une incarcération qui s'éternise.

Quelle est aujourd'hui la situation juridique de Georges Ibrahim Abdallah ?
Alain Pojolat : Sa libération ne requiert pas de recours en grâce particulier : après quinze ans d'incarcération, elle dépend d'un simple arrêté administratif du ministère de la Justice, conformément au code pénal français. En novembre 2003, la juridiction régionale de libération conditionnelle de Pau autorise d'ailleurs sa libération. Mais, sur ordre du ministre de la Justice de l'époque, Dominique Perben, le procureur général de Pau fait appel de cette décision. Le 15 janvier 2004, le verdict de la juridiction nationale de libération conditionnelle décide du maintien en prison de Georges Ibrahim Abdallah. Il présente une seconde demande de libération conditionnelle en février 2005. Mais le tribunal de grande instance de Tarbes, présidé par le même juge qui avait statué positivement à la première demande de libération en 2003, rejette cette nouvelle demande en septembre 2005. L'appel de cette décision, introduit par Georges le même mois, est rejeté en février 2006. Manifestement, les décisions prises par la justice française dans ce dossier sont de nature exclusivement politiques.

Pourquoi un tel acharnement, vingt-deux ans après les faits ?
Il faut ramener cela à l'attitude de la justice française par rapport aux militants révolutionnaires en général. Les militants d'Action directe, qui ont pourtant terminé leur peine depuis un an et demi, ne sont toujours pas libérés. D'autre part, la bourgeoisie ne supporte pas que l'on s'attaque à son personnel politique et le fait payer très

cher aux militants révolutionnaires, bien plus que les condamnations prononcées pour des délits de droit commun équivalents. Cette vengeance politique et aussi liée à la situation actuelle au Liban. Notre collectif (1) s'est rendu à Beyrouth et au Sud-Liban juste avant la dernière invasion israélienne, et nous avons pu constater un intérêt très important là-bas pour les thèses politiques de Georges et sa situation en France.

Existe-t-il une possibilité de libération prochaine ?
Les pressions des gouvernements américains et israéliens restent très fortes, même aujourd'hui. Le gouvernement américain et la famille de Yakov Barsimantov, acteurs dans la procédure de liberté conditionnelle au titre des parties civiles comme c'est désormais autorisé, estiment que sa remise en liberté provoquerait un trouble manifeste à l'ordre public. Son maintien en incarcération reste pourtant incompréhensible puisqu'il souhaite être expulsé au Liban, où sa famille l'attend. En attendant, Georges Ibrahim Abdallah est incarcéré à Lannemezan, non loin de Toulouse, en compagnie de Jean-Marc Rouillan, un des fondateurs d'Action directe. En activistes acharnés, ils continuent à animer des discussions avec les autres détenus et à soutenir des luttes contre les peuples opprimés en dehors de la prison.
PROPOS RECUEILLIS PAR XAVIER FRISON

(1) *Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah*, c/o L.P.J, 58, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, <http://liberonsgeorges.over-blog.com>, liberonsgeorges@no-log.fr



Manifestation en hommage à Yasser Arafat et contre le mur de sécurité en Cisjordanie, le 13 novembre 2004, à Paris.

Agenda

Marseille : du 2 au 4 novembre, l'Institut de recherches et d'études sur le Monde arabe et musulman (Iremam) organise le colloque international « Immigration, transit et rétention : le Maghreb à l'épreuve des circulations transsahariennes », sous la responsabilité d'Ali Bensaâd.
Marseille, salle de conférences de la bibliothèque régionale « Alcazar », cours Belsunce. Contact : bensaadali@hotmail.com, programme et inscription : <http://terra.rezo.net/article423.html>

Larrazet : les 11 et 12 novembre, la 23^e édition des journées de Larrazet (Tarn-et-Garonne) aura lieu autour du thème : « La France et l'Algérie, l'histoire et l'avenir en partage ». Au programme, les pieds-noirs, les appelés en Algérie, le film *Algérie, mes fantômes* ou encore la représentation de l'immigré algérien dans l'espace public français.
Rens. : 05 63 20 72 59 ou 05 63 20 72 34, entrée libre, repas : 13 euros.

La Rochelle : le 19 octobre, les Ateliers du centre communal d'action sociale (CCAS) de La Rochelle organisent un séminaire sur le thème : « L'acteur social, le sujet et l'évaluation des politiques sociales ». Face à des programmes d'évaluation des politiques sociales construits autour de la rentabilité financière, les organisateurs souhaitent dépasser cette « logique économique exclusive ».
Relais Mercure Océanide, quai Louis-Prunier, 05 46 35 21 03, ccas@ville-larochelle.fr

Lyon : du 8 au 19 novembre, la compagnie la Poursuite joue la seule œuvre autobiographique de Jeanne Benameur, *Ça t'apprendra à vivre Algérie janvier 1958, France décembre 1958*. Une occasion pour la compagnie de continuer à explorer le théâtre-récit et les voix des diasporas venues d'Afrique.
Espace 44, 04 78 39 79 71, lapoursuite@wanadoo.fr

Paris X^e : du 26 au 28 octobre, la Cité des sciences et de l'industrie accueille le Congrès national des conseils d'enfants et de jeunes. L'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (Anacej) a choisi de rassembler les acteurs des conseils autour de la question des répercussions de leur participation sur leur ville, leur département ou leur région, le dialogue avec les élus, et sur eux-mêmes.
Rens. : 105, rue Lafayette, 01 56 35 05 35, www.anacej.asso.fr, info@anacej.asso.fr.

France : jusqu'au 21 octobre, la campagne nationale d'action « Autis-Act » a pour objectif de faire connaître l'autisme et militer pour des prises en charge précoces et adaptées. Le souhait de l'association Léa pour Samy « est de voir se multiplier les actions d'autres associations pendant cette période ».
Contact : association Léa pour Samy, la voix de l'enfant autiste, 51, rue Léon-Frot, 01 47 00 47 83, leapoursamy@wanadoo.fr

France : du 11 au 19 novembre, l'association Agir ici promeut la Semaine de la solidarité internationale. Les thèmes abordés lors des manifestations organisées sur tout le territoire : le développement durable, le commerce équitable, voyager autrement, le respect des droits humains, l'épargne solidaire, les chantiers jeunes, l'éducation pour tous, le volontaire de solidarité internationale.
Rens. : www.lasemaine.org

Équateur : du 20 au 22 octobre, à Coca, a lieu le 1^{er} Forum international « Pétrole, droits de l'homme et réparation environnementale ». Organisé par le Front de défense de l'Amazonie, les comités de droits de l'homme locaux et d'autres organisations, le forum prévoit une visite des zones touchées par l'activité pétrolière, des témoignages, des débats et des ateliers.
Rens. : Radio Pulsar, 15, rue des Feuillants, 86035 Poitiers Cedex, 05 49 88 33 04, www.radio-pulsar.org, info@radio-pulsar.org

Action

CULTURE

THÉÂTRE Grève à la Colline

Il n'y a pas que les intermittents. Le personnel du Théâtre national de la Colline a déclenché un mouvement de grève, le premier dans l'histoire de ce théâtre qui ait pour

objet ce que les grévistes appellent « *des raisons internes* ». Pourtant, c'est peu dire que les « *raisons internes* » sont partagées, puisque les revendications portent « *sur la réévaluation des salaires, dont l'évolution n'a pas suivi celle du coût de la vie* ». Les grévistes demandent un salaire

minimum de 1 400 euros. Qui s'en étonnera – à part l'Insee, pour qui la vie n'a pas augmenté ces dernières années – quand, par exemple, la moindre chambre de bonne dans les environs se loue autour de 500 euros ? Dans un joli lapsus que beaucoup pourraient s'approprier, le communiqué parle de « *coup de la vie* ». **Théâtre de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris.**

THÉÂTRE |

Sur la route

Les compagnies itinérantes se sont réunies en Bretagne. Leur art est aussi un art de vivre.

La roue tourne pour le chariot de Thespy ! De plus en plus de comédiens choisissent la vie de baladins et partent, tréteaux aux quatre vents, tailler la route. Ce faisant, ils ne ravivent pas seulement le mythe de l'illustre Théâtre, l'épopée de Molière ou les légendes du Capitaine Fracasse. Ils cherchent une sortie à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui un théâtre « dans les murs », fréquenté par 10 % de la population. Un théâtre qui ne touche qu'un public captif, *Télérama* ou

international pour le théâtre itinérant (Citi), qui fédère un tiers de ces compagnies, leur sert de caisse de résonance à l'extérieur, anime le réseau, mutualise les pratiques. « *On ne peut pas dire que la culture se porte bien en ce moment en France. Tout ce qui touche au domaine de l'action culturelle et de l'éducation populaire n'est que très faiblement soutenu* », constate Sabine Clément, coordinatrice du Citi. De fait, les problèmes s'accroissent pour les compagnies qui choisissent la voie

nomade. Les subventions régionales, par exemple, s'arrêtent aux frontières administratives. Elles ne soutiennent que les compagnies de la région en action dans la région... Trop étroit. « *Et pourtant, jamais autant de compagnies ne se sont créées ou n'ont décidé de prendre la route. Si nous avons constaté cette grande vitalité par-delà les obstacles, et de nombreuses créations de*

qualité propres au théâtre itinérant, confie Sabine Clément, c'est que l'enthousiasme qui les anime est d'abord lié aux questions de qualité de vie, de rapport au travail. Ils font du théâtre itinérant une question de choix de vie. »

Artistes partis à la recherche d'un sens à redonner à leur travail, ils tachent d'y répondre en trouvant, tout simplement, un sens à leur vie. Ce faisant, ils animent la grande question politique de la culture, celle du rapport de l'art à la population, mais aussi une question plus intime, qui nous traverse tous, poètes ou comptables, rats des villes et des champs.

DAVID LANGLOIS-MALLET
www.citinerant.com

ARTISTES Ouvrez les portes !

Chic ! On va pouvoir rejouer les critiques d'art dans la grande déambulation de Ménilmontant. Plus de 80 lieux, des centaines d'artistes et des milliers d'œuvres nous attendent pour la belle balade de l'automne dans les sentes, venelles et petites rues de Ménilmontant. Fourmis de la culture, nous allons gratter les flancs de la colline en tous sens, en quête d'émotion artistique, de rencontres, de découvertes, d'ateliers, d'apéros et d'un peu de l'air du temps. Car, dans les ateliers, si nous partons à la découverte, c'est autant des intérieurs de nos contemporains et des autres déambulateurs croisés au hasard que de nos hôtes et de leur travail. Parce que la vie et l'art ne sont jamais où l'on se prépare à regarder.

Portes ouvertes des ateliers de Ménilmontant, du 20 au 23 octobre, de 14 h à 20 h, www.ateliersdemenilmontant.org

CHANSON Jeunes pousses

Un petit coup d'œil sur un nouvel arrivage ? Voici sept nouveaux artistes de la chanson. Sept nouvelles voix, multipliées par les trois chansons que leur accordent le Centre de la Chanson et l'Entrepôt. Ce qui nous fait vingt et une chances d'être touchés. Disons-le franchement, le tri entre la sympathie et la qualité artistique reste souvent à la charge du public. L'organisateur, le Centre de la chanson, ne se mouille pas, ne tranche pas entre ceux qui ont quelque chose à dire et ceux qui veulent simplement le chanter. Il a toutefois le mérite de donner parfois une chance à un vrai talent, et d'offrir au public une soirée de variétés, de curiosité plutôt agréable

CINÉMA Dans les marges

Treize films, des longs et des courts, beaucoup de rares, quelques-uns connus, d'autres inédits, nous invitent à poser un autre regard sur la banlieue et sa jeunesse. Des projections ponctuelles de rencontres avec des historiens et des réalisateurs. Un festival à l'initiative d'Extra-Muros, une association de cinéma de l'université Paris-XIII. En clôture, séance slam avec Grand Corps malade et Négus. **Cinéma l'Écran, 14, passage de l'Aqueduc, 93100 Saint-Denis, les 27 et 28 octobre. www.lecranstdenis.org Association Extra-Muros, 01 49 40 32 31.**

Lantoine revient

On l'attend avec impatience. Ce sera une petite note venue d'en bas, bien appréciée après

LITTÉRATURE |

Sur la liste des commissions

Le Prix Wepler présente sa sélection 2006. Ce prix littéraire qui émane de la sphère de la librairie indépendante, avec le soutien de la Fondation La Poste, récompense des auteurs que l'on entend peu dans les médias, mais dont la qualité tranche avec la grosse artillerie littéraire, le bouquin commercial. Il tente, nous disent ses fondateurs, « *de dissiper une certaine confusion dans l'échelle des valeurs littéraires* ». Plus que le prix lui-même (car on aime bien avoir le choix), on attend donc chaque année la sélection comme une série de bonnes pistes. Elle comprend cette année : *Courir dans les bois, sans désespérer*, de Sylvie Aymard, *Kaspar Hauser ou la phrase préférée du vent*, de Véronique Bergen, *Chien de cendres*, d'Alain Delfossé, *Ce qui est perdu*, de Vincent Delecroix, *Bambi Frankenstein*, de Jean-Hubert Gailliot, *Coma*, de Pierre Guyotat, *Trans*, de Pavel Hak, *L'amour comme on l'apprend à l'école hôtelière*, de Jacques Jouet, *les îles éparées*, de Jean-Louis Magnan, *Rhésus*, d'Hélène Marienski, et *Marilyn dernières séances*, de Michel Schneider. Vous nous direz ?

ces déprimantes années UMP. Le prochain album de Loïc Lantoine, pessimiste mais porteur d'espoir, s'appellera *Tout est calme*. Il sera chez votre fournisseur de disques le 6 novembre et en salle, d'abord, à l'Européen, à partir du 21 novembre. Extraits : « *On a râlé, réclamé, proposé, imaginé... Mais non. On a rêvé, rigolé, espéré. Mais non. Et défilé. Mais non. On a pleuré, supplié, exigé et menacé... Et non. On a parlé, inventé, expliqué... mais non. [...] On a résisté, existé, continué, tout en fierté, mais oui. Ben oui !* »



FESTIVAL Culture occitane

« *Les valeurs d'universalité et d'unité de la France s'opposent-elles à la réalité d'un monde multiculturel ?* » La culture occitane, de par une tradition fondée sur l'accueil de la diversité, entre influences orientales, atlantiques et du pays d'oïl, est peut-être l'un des meilleurs endroits pour penser les questions de la diversité culturelle à l'heure où ces dernières suscitent de grands blocages dans la République. Contribuer à ces réflexions, voilà l'un des objectifs que se fixe, en fête et en polyphonie artistique, l'Institut d'études occitanes de Toulouse à l'occasion de son festival annuel, Occitania. Quatre cents artistes de toutes disciplines, une cinquantaine d'événements dans quinze villes de Midi-Pyrénées. **Occitania, jusqu'au 4 novembre, Toulouse et région Midi-Pyrénées. Institut d'estudis Occitans, 12, rue du Faubourg-Bonnefoy, 31500 Toulouse, 05 34 44 97 11.**

Action

ÉCOLOGIE

Smog asiatique



On ne voit pas trop ce qu'il verrait venir, derrière sa vitre, à l'aéroport de Kuala Lumpur, en Malaisie, tant la visibilité est basse. La faute aux gigantesques incendies qui brûlent les forêts de l'Indonésie voisine, obscurcissant le ciel de plusieurs pays asiatiques très furioux. On roule en phares en plein jour, des centaines d'écoles ferment. L'immense nappe recouvre depuis plusieurs semaines des millions d'hectares. Le ton monte dans la région, car cela fait des années que ça dure, avec des pertes économiques par milliards de dollars et des conséquences sanitaires probablement non évaluées : à l'époque de la saison sèche, les « barons de l'agriculture » et les exploitants forestiers, notamment dans les provinces de Sumatra et de Kalimantan, s'adonnent aux brûlis dans la plus totale illégalité, face à un gouvernement indonésien impuissant.

TRANSPORTS |

Marseille en roue libre

La location de vélos en libre-service à bas coût séduit la ville, après un vif succès à Lyon.

La formule de location de vélos de ville en libre-service continue à faire des émules. Lyon l'a inaugurée en mai 2005, et Marseille a décidé de l'adopter d'ici à juin prochain. La ville accusait un retard important dans le développement de ce transport « doux », avec seulement 45 km de pistes cyclables, soit près de dix fois moins que des villes comme Strasbourg ou Nantes, pourtant bien plus modestes en taille. Dans un premier temps, les Marseillais disposeront d'un millier de vélos. Ils seront accessibles en location dans les 130 stations implantées dans le centre-ville, de préférence proches du nouveau tramway de la ville, qui devrait circuler dès 2007, à raison de 0,50 euro pour une heure après une première demi-heure gratuite. Plusieurs formules d'abonnement, à la semaine ou à l'année, seront offertes aux usagers réguliers du système. À Marseille, ville vallonnée comme Lyon, on se réjouit par avance des bons chiffres de la ville rhodanienne, où le système pionnier connaît depuis plusieurs mois un succès exceptionnel et inattendu : plus de 60 000 Lyonnais ont souscrit un

abonnement, au point que la ville, pour répondre à la demande, va devoir doubler le nombre initial de vélos en circulation pour le porter à 4 000. Une question, cependant : une fois de plus, comme à Lyon, c'est la société JCDecaux, poids lourd mondial du mobilier urbain, qui a été choisie pour un partenariat qui simplifie considérablement la vie des municipalités. Remportant un appel d'offres sur du mobilier urbain, la société prendra en charge, dans le contrat, la fourniture et l'entretien du parc de vélos. Certes, l'investissement est coûteux – la communauté urbaine de Marseille devra déboursier 40,9 millions d'euros pour mettre le système en place. Mais faut-il faire de JCDecaux l'incontournable promoteur du vélo dans les villes françaises ? La société, qui s'enorgueillit d'être le numéro un mondial du vélo en libre-service après des succès à Vienne (Autriche), Cordoue et Gijon (Espagne), Bruxelles, Lyon et Aix-en-Provence, est sur les rangs pour un appel d'offres similaire à Paris.

PATRICK PIRO

Essuyer écolo

On connaît le débat écologique sur les couches-culottes jetables, on ignorait ce qui se trame dans les W-C. : 13 kg de papier hygiénique jeté par an et par Européen, 22 milliards de rouleaux, 26 % de la consommation mondiale pour 8 % de la population du globe. Le WWF a étudié les critères de production de cinq gros producteurs (75 % du marché européen) : en léger progrès écologique. SCA Tissue (marques Cosy, Velvet, Danke) se distingue même avec la « note verte » de 69 %, notamment pour l'utilisation de fibre issues de forêts gérées durablement. Mais un mauvais point, pour tous : le faible taux d'utilisation de fibres recyclées, alors que la production mondiale est en croissance de 4 % par an. **www.panda.org/forests/tissue**

Pesticides

Ce n'est pas la première campagne antipesticides, mais elle n'est pas de trop tant la question semble négligée. Alors que le Parlement européen votera définitivement mi-novembre sur le règlement Reach, qui vise à contrôler la mise sur le marché des produits chimiques, la fédération France nature environnement veut mettre en lumière les incohérences gouvernementales, alors que les affections sanitaires chroniques se multiplient. Signez la pétition sur **www.fnec.asso.fr/PA/agriculture/pesticides.htm**

Bloquer l'EPR

Les associations antinucléaires ne désarment pas face au réacteur EPR. Le Réseau Sortir du nucléaire, Greenpeace, France nature environnement, UFC-Que choisir, la Confédération paysanne et le Comité régional d'information et de lutte antinucléaire (Crlan), notamment, ont déposé un référé pour suspendre les travaux de construction du prototype dans la Manche. Nouvelle entorse réglementaire : les travaux de terrassement ont été engagés avant l'avis favorable de la commission d'enquête publique et la publication du décret autorisant la création de l'EPR, et seraient en contradiction avec la Loi littoral.

CHANGER D'ÈRE

PAR GILLES-ÉRIC SÉRALINI

Vingt ans d'OGM

Elle a 20 ans cet automne. Elle se nomme Commission du génie biomoléculaire (CGB), chargée d'évaluer les OGM, sous la responsabilité des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie. Axel Kahn en a été le premier président médiatisé et lui a permis, les dix premières années, d'élaborer le plus grand nombre d'essais d'OGM en plein champ en Europe, avec plus de trois mille sites. Les choses se sont calmées sous la houlette de son successeur, Marc Fellous, au grand dam de ce dernier. Les mouvements scientifiques et sociaux étaient passés par là. Mais cette « jeune fille » n'ose avouer deux tares génétiquement héritées de ses parents : elle est opaque et laxiste envers les risques sanitaires et environnementaux. L'opacité : depuis quatre lustres, jamais le gouvernement ou la CGB n'ont fait développer par des laboratoires indépendants des moyens de dosage des OGM expérimentaux que la Commission demandait au ministère d'autoriser. Jamais cette dernière n'a donc su si les OGM contaminaient les champs voisins, ou si l'isolement préconisé était vraiment efficace. Elle n'a pas voulu non plus connaître la description environnementale des sites dans le détail, comme le demande la loi, si bien qu'elle s'est fait condamner récemment par le Conseil d'État, par des annulations d'autorisations. Quant à la consultation obligatoire du public, la Cour de justice européenne l'a jugée insuffisante dès 2004. Passons au laxisme sur l'étude des risques. Après communication à la justice du dossier concernant le premier maïs OGM commercialisé, accepté initialement par la CGB et défendu par Axel Kahn, on lit que des tests ont été menés pendant deux semaines sur quatre vaches nourries avec ce maïs dit Bt 176 ; l'une d'entre elles est morte (par étouffement, dira le vétérinaire) au bout d'une semaine ; on l'a donc sortie de l'étude. Aujourd'hui, le président ne demande aucun test de nutrition aux OGM dépassant trois mois : cela coûterait trop cher aux entreprises, et il ne faut pas ralentir le développement économique du génie génétique. A titre d'exemple, les pesticides et les médicaments sont testés pendant deux ans sur des mammifères de laboratoire, afin que l'on recherche leurs effets secondaires. Il a du reste fallu gagner en cour d'appel en Allemagne (la France n'était pas coopérative) pour obtenir les analyses de sang problématiques de rats qui avaient mangé un autre maïs OGM, le Bt MON863, pendant trois mois.

J'oubliais : la loi supposée retranscrire des directives européennes pour le contrôle des OGM (dont la plus vieille a huit ans) vient d'être repoussée aux calendes grecques. Bravo. Cela vaut bien la médaille du Mérite décernée en grande pompe en septembre à Marc Fellous.

Gilles-Eric Séralini est expert depuis huit ans auprès du gouvernement français pour l'évaluation sanitaire des OGM, et auteur d'Après nous le déluge ?, avec Jean-Marie Pelt (éditions Flammarion-Fayard).

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

INITIATIVES
Un café,
des projets

Après les cafés-philos ou les cafés citoyens, voici les cafés-projets, concept porté par l'association Aurore, pour permettre à des initiatives d'économie sociale et solidaire de se faire connaître, de trouver des partenaires ou des clients, etc. Prochain rendez-vous : le 26 octobre, à 19 h, au Père tranquille, 16, rue

Pierre-Lescot (Paris 1^{er}), autour du projet de coopérative d'entrepreneurs salariés Port parallèle. Comme les coopératives d'activités et d'emploi, cette entreprise, que présenteront ses initiateurs, Anita Protopappas et Olivier Jouan, proposera à des personnes voulant créer leur activité dans le domaine des technologies de l'information et de la communication de la tester grandeur nature,



mais avec un statut de salarié. « Notre philosophie, expliquent-ils, est de faire converger les principes de partage de l'outil de travail, de progrès social, de partenariat et de mise en réseau vers le secteur des TIC

en proposant une autre façon d'entreprendre qui permette de sortir du choix binaire création d'entreprise/salariat et qui apporte une sécurisation de la démarche de création. » Participation : 13 euros. www.cafe-projets.info, kherfi.lakdar@wanadoo.fr, 06 74 00 07 25.

MUTUELLES
Quelle place
pour les jeunes ?

La Revue de la Mutualité fonction publique, trimestriel de l'une des plus grosses mutuelles de France, consacre dans son dernier numéro un

dossier au thème « Jeunes en 2006 : de l'énergie et du désespoir ». De Génération précaire à la Mutuelle des étudiants (LMDE), du syndicat Unef à la chanteuse Agnès Bihl, les points de vue se croisent pour ausculter une jeunesse dont une partie vit dans la grande précarité. Selon un sondage LMDE, 50 % ont peu ou pas confiance dans l'avenir, et 61 % pensent que la société ne leur permet pas de réussir. « Au-delà des urgences sociales, peut-on lire, s'il est difficile de répondre au malaise exprimé par les jeunes, c'est qu'il saisit toute notre société, remise en cause par la mondialisation et les périls écologiques. » À lire également, un article sur la souffrance psychique, contre laquelle la Mutuelle générale de l'Éducation nationale lutte à sa manière au niveau de l'école, et d'autres informations sur la loi du 11 février 2005 pour les handicapés, sur les dangers de la polymédication, sur la pénurie d'eau dans le monde, etc.

La Revue, MFP, 01 40 77 52 52.

SITE
Bourse
aux échanges

« Propose cours de français contre cours d'anglais », « jardinage contre leçons de piano », « chambre à Suresnes contre services »... La Bourse aux échanges en ligne du site des initiatives citoyennes Place publique recense des offres et des demandes de services, mais aussi de locaux associatifs, d'emplois et de stages, de bénévolat, etc. Pour ceux qui ne connaissent pas encore ce site, on y trouve des articles de fond, par exemple sur « Communication et économie solidaire : de la parole aux actes », un magazine participatif, mais aussi la dernière actualité de la vie associative et bien d'autres informations encore. www.place-publique.fr

Agenda

« Nos diversités sont nos richesses » : voici le thème du Forum pour une mondialisation responsable, organisé du 26 au 28 octobre, à Lyon, à la Cité-Centre de congrès Lyon-Rhône-Alpes. Ce rendez-vous est un point de rencontre entre des initiatives d'économie sociale et des institutions. « Filières de commerce équitable, fonds d'investissement socialement responsables, normes sociales internationales, consommation éthique, chartes de responsabilité sociale, économie sociale, coopération décentralisée... Un peu partout, à l'initiative de groupes d'acteurs ou de pouvoirs locaux, parfois relayées par les institutions, des pratiques nouvelles dessinent d'autres approches de la mondialisation, écrit Jacques Delors, au nom du comité de parrainage. Si elles ne concernent qu'une faible part de l'économie mondiale, ces pratiques sont en fort développement et rencontrent les préoccupations d'une opinion mondiale de plus en plus sensible à ces questions. » Débat sur « Démocratie sociale et démocratie politique, légitimité des interventions citoyennes », le 25 octobre de 18h à 21 h, à l'initiative de Resol, du Crid, d'Économie et humanisme, du Forum syndical européen, de l'Aitec et des Rencontres du Mont-Blanc. Participeront Leïla Shahid, Aminata Traoré, Gérard Collomb (maire de Lyon), Jean-Jacques Queyranne (président de la Région), l'Indien MK Pandhe, Chico Whitaker, Walter Cerfada, de la Confédération européenne des syndicats, Jean Clément, Gustave Massiah, Louis Viannet et Thierry Jeantet. www.forum-lyon.com

À lire

Gros plan sur la Bourgogne



La démocratie participative, dont on sait l'importance qu'elle a pour les associations et les implications qu'elle peut avoir pour l'économie solidaire, est un thème de plus en plus en vogue. Mais, au-delà de l'effet de mode, l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (Adels) participe aux débats et aux expérimentations sur les pratiques de démocratie participative. Elle coorganise les Rencontres de la démocratie locale, les 20 et 21 octobre à Dijon (Politis n° 921), et publie surtout la précieuse revue *Territoires*. Dans son premier cahier, consacré à l'actualité, il est question du « nouveau clivage de la gauche », qui oppose, selon Dominique Taddei, les tenants du social-libéralisme et ceux qui, grâce à un rassemblement unitaire à gauche, veulent « peser politiquement sur les contradictions du PS, pour le rapprocher d'une politique plus conforme aux besoins et aux désirs du monde du travail ». À lire également un article sur la destruction programmée des jardins ouvriers du site Alstom-Areva à Saint-Ouen (93), un autre sur la participation des citoyens aux consultations et aux référendums locaux, ou encore le portrait de Roch Mafouta, correspondant de nuit ou plutôt agent local de médiation sociale (il préfère) au Blanc-Mesnil (93), un poste créé par la mairie et la régie de quartier pour assurer, par le dialogue, la tranquillité des rues de la ville. Dans le second cahier de *Territoires*, qui relève davantage du magazine, un gros plan sur les initiatives citoyennes en Bourgogne est proposé à l'occasion des rencontres de Dijon. On y découvre l'écodomaine des Gilats, dans l'Yonne, qui organise des stages d'initiation à l'écologie et à la bioconstruction, les jardins familiaux du quartier des Brichères, à Auxerre, l'association culturelle Zutique production, qui travaille dans les quartiers sensibles de Dijon, etc. *Territoires* n° 471, octobre 2006, 7,50 euros, 01 40 92 70 50.

DETTE
Les Camerounais
résistent

Le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) publie sur son site Internet une passionnante interview du Camerounais Jean-Marc Bikoko, président de la Centrale syndicale du secteur public. « Nous sommes surpris, affirme-t-il, que le Cameroun soit redevable de milliers de milliards de francs CFA de dette sans qu'on ait vu ce à quoi cet argent a servi. » Le président Paul Biya a endetté le pays pour financer des « éléphants blancs », comme cette usine de pâte à papier qui a fermé avant son premier anniversaire et a été démantelée pour être transférée en Malaisie. « On est passé cet argent ? La dette qu'on exige de nous aujourd'hui et à cause de laquelle les Camerounais sont sous ajustement structurel depuis 1987 [...] participe de ce qu'on appelle la dette odieuse, contractée par des dictateurs avec la complicité de leurs mentors dans les pays du Nord juste pour se partager de l'argent. On sait bien qu'une partie a été recasée dans les paradis fiscaux, banques suisses et banques étrangères au vu et au su des dirigeants européens, comme les dirigeants de la France, et ces dirigeants en ont eu leur part. » Pour mener ce combat contre la dette et la corruption, la société civile s'organise, autour d'une Plateforme d'information et d'action sur la dette du Cameroun. Elle pourrait mener un audit, en partenariat avec des organisations du Nord, autour d'une banque de données sur la dette. www.cadtm.org

ENTRETIEN

« Être équitables
d'un bout à l'autre »

Artisans du monde lance de nouvelles boutiques et revendique des filières intégrées du Nord au Sud. Les explications de Nicolas Gottry*, son administrateur.

Avec l'inauguration d'une nouvelle boutique d'Artisans du monde à Paris, dans le XIII^e arrondissement, vous amorcez un tournant important dans l'histoire de la fédération Artisans du monde (ADM). Pourquoi ? Nicolas Gottry : Depuis seize mois, nous travaillons d'arrache-pied pour montrer qu'on peut se développer avec un réseau propre et des partenaires de l'économie sociale et solidaire. Nous intensifions ainsi notre choix de ne pas aller vers la grande distribution. Mais nous ne devons pas apparaître comme une organisation isolée qui refuserait « le marché ». Dans le magasin pilote du XIII^e arrondissement, nous avons ainsi une forte association de l'éducation et de la vente dans un nouveau design. Nous avons aussi l'ambition de nous distinguer d'acteurs indépendants du commerce équitable qui ne peuvent pas assumer des dimensions autres que la vente. Cela veut dire que nos actions de plaidoyer pour changer les règles du commerce international et la globalisation économique largement inspirée par le néolibéralisme seront toujours aussi présentes.

Cette nouvelle stratégie commerciale s'effectue dans un cadre associatif. Cela ne pose-t-il pas de problèmes pour les bénévoles ?

ADM est toujours fondée sur le bénévolat, que nous ne considérons pas comme une façon de réduire les coûts pour avoir un modèle économique plus performant. Le bénévole n'est pas une main-d'œuvre qui présenterait l'avantage de la gratuité. Il faut dynamiser une vie associative et révéler les motivations et les compétences de personnes comme moi, qui suis président d'une association locale. Ce n'est pas évident, parce qu'il faut que chacun trouve la matière de son engagement. Cela dit, nous avons aussi un plan fort pour développer l'emploi salarié. ADM a prévu une nouvelle mécanique interne en ce qui concerne les cotisations que verse chaque association ou chaque magasin à la fédération. Les associations locales qui investissent dans de nouveaux magasins porteurs de la charte d'identité et d'aménagement et celles qui promeuvent l'emploi seront particulièrement stimulées. Nous savons qu'être cohérents par rapport à notre revendication d'économie solidaire représente un coût économique. Si nous voulons être crédibles économiquement dans notre action de vente en magasin, il faut développer les ressources salariées permanentes.

Y a-t-il des changements prévus avec la centrale d'achat Solidar'Monde et la diffusion des produits ? Les produits porteront désormais la marque Artisans du monde. Nous avons souhaité cette

identité forte en reprenant le contrôle de la centrale d'achat. Nous avons connu une période de relations difficiles entre actionnaires, notamment entre le CCFD et Artisans du monde. Depuis l'assemblée générale de 2005, nous avons décidé de reprendre la main avec deux nouveaux partenaires majeurs, Biocoop et Commercio Tercer Mundo (CTM), notre alter ego italien. Solidar'Monde doit donc redevenir un outil de développement et faire disparaître sa marque pour porter progressivement la marque « Artisans du monde ». Cela signifie que les produits alimentaires et non alimentaires seront diffusés selon les desiderata d'Artisans du monde. Il peut être choquant qu'en terme de place, la visibilité de la marque Artisans du monde soit plus réduite que celle du logo Max Havelaar. À l'image de ce qui s'est passé en Europe, des négociations pourraient s'ouvrir pour faire en sorte que le logo Max Havelaar soit plus petit et plutôt à l'arrière qu'à l'avant des paquets. Nous serons également porteurs d'un modèle de garantie par filière, notamment avec Fair Trade Organization (FTO), promu par l'Association internationale de commerce équitable (Ifat), dont nous sommes membres. Du Sud, pour nos partenaires producteurs, au Nord, pour nos magasins, FTO sera notre moyen d'identification.

Comment allez-vous renforcer votre politique de filières intégrées ?

C'est une démarche qui ne certifie pas tel ou tel produit mais s'attache à créer des relations durables entre partenaires du Sud et du Nord. Cela veut dire que cette filière a des exigences et donc des critères au Sud et au Nord. Il faut que nous assumions ces critères, c'est-à-dire que, au Nord, nos associations soient organisées selon des fonctionnements démocratiques et collectifs en associations, mais aussi avec des modes coopératifs. Une société coopérative d'intérêt collectif (scic) est en train de naître, qui unit des associations ADM en Île-de-France, une autre émerge aussi à Grenoble. Autre exemple, dans nos pratiques d'achat, au-delà des produits équitables, nous avons souhaité des modes de consommation citoyens. Dans nos nouveaux magasins, les lampes sont à basse consommation, le revêtement au sol est certifié Ecolabel et la peinture des murs a des pigments naturels. Nous voulons unifier et créer un continuum du Sud au Nord pour que, d'un bout à l'autre d'une filière, ce soit vraiment équitable.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN
* Représentant d'ADM au conseil de surveillance de Solidar'Monde. Artisans du monde, 53, bd de Strasbourg, 75010 Paris, 01 56 03 93 50, info@artisansdumonde.org, www.artisansdumonde.org Magasin pilote au 48, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

ONG

Un tour dans la campagne

Coordination Sud publie un manifeste pour pousser les candidats aux élections à s'engager pour le développement.

Les élections approchent, et, comme avant chaque grand rendez-vous électoral, les ONG de solidarité internationale vont tenter d'obtenir des candidats qu'ils promettent de mener une politique d'aide au développement digne de ce nom. La fédération française Coordination Sud (Pour « solidarité, urgence et développement »), qui regroupe quelque 130 ONG, vient ainsi de publier un manifeste en vue des élections de 2007, intitulé *Pour une France solidaire et ouverte sur le monde*. La liste des griefs à l'égard de la droite est longue. « Après une absence totale de concertation [...] », écrit l'association, nous constatons actuellement de la part des pouvoirs publics une volonté de remise en cause du partenariat original État/ONG et des spécificités de la coopération non-gouvernementale : diversité, droit d'initiative et caractère non-gouvernemental même des ONG. » Autre reproche : le candidat Chirac avait promis, comme ses principaux concurrents, de porter l'Aide publique au développement (APD) à 0,7 % du Revenu national brut (RNB), conformément aux engagements internationaux de la France. Mais d'ici à 2012 seulement, avec une étape à 0,5 % en 2007. Un chiffre qui devrait être statistiquement atteint, grâce à quelques manipulations politiciennes... En effet, comme nous l'avions déjà signalé, l'APD a été gonflée artificiellement, car l'augmentation constatée n'est pas due à de nouveaux budgets mais à des annulations de dettes et à l'ajout de frais qui ne relèvent pas normalement de l'APD, comme le coût pour la collectivité des étudiants étrangers ! « Seule 50 % de l'APD française peut être qualifiée de "réelle" », regrette Coordination Sud. Encore une promesse électorale non tenue... Peut-être qu'à force de dénoncer dans la presse et dans leurs réseaux, à quelques mois des élections, les trahisons des responsables qui demandent le renouvellement de leur mandat, les ONG finiront par se faire entendre. Mais l'intérêt de ce manifeste ne se résume pas à ce

pouvoir potentiel de nuisance, et donc de conviction. C'est aussi un réservoir à idées pour les candidats qui voudraient étoffer leur programme, voire améliorer pour de bon le fonctionnement de l'APD. Il comporte ainsi quatre fiches de propositions : « Mettre l'aide française au service de la lutte contre les inégalités et de l'accès aux soins fondamentaux », « Réformer le partenariat État/ONG », « Pour une politique agricole et commerciale solidaire » et « Pour un accès universel aux services essentiels ». Les mesures à prendre ne manquent pas. La première est de porter l'APD réelle à 0,7 % du RNB d'ici à 2012. Les ONG de Coordination SUD demandent également à être davantage associées à l'élaboration de l'APD, et voudraient qu'une plus grande part de l'action publique en matière de coopération passe par les ONG, la France ayant 1 % de son APD mis en œuvre par les ONG, contre 5 % en moyenne chez les principaux pays donateurs. Il est aussi demandé aux candidats de prendre l'engagement de mettre en place des taxes internationales pour financer le développement, telles que celles recensées par le rapport

Landau (mais cet argent doit-il aller aux ONG françaises ou directement aux organisations des pays en développement ?). Les ONG souhaitent que l'État participe au financement de leur professionnalisation et de leur renforcement institutionnel, mais aussi qu'il défende la souveraineté alimentaire et la possibilité pour les pays du Sud de protéger leur marché, fasse du soutien à l'agriculture familiale une priorité politique, engage une réforme de la Politique agricole commune, etc. Tout un programme, mais qui voudra le mettre en application et réduire ainsi l'utilité diplomatique, économique et stratégique qu'a l'APD pour la France, notamment en Afrique ?

DANTE SANJURJO

Coordination Sud : 01 44 72 93 72, www.coordinationsud.org



Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



POUR POLITIS

Créer et maintenir en vie le plus longtemps possible un journal (en l'occurrence hebdomadaire) engagé sans être partisan : tel est le défi que nous avons relevé à quelques-uns, à la fin des années 1980, quand il était déjà évident qu'une presse aux mains des puissances financières et soumise à la publicité ne pouvait que délivrer un message univoque, celui de la bien nommée « *pensée unique* ». Pour lancer *Politis*, nous avons donc fait le pari de nous appuyer sur ses seuls lecteurs potentiels, ceux qui refusent de se soumettre à la prétendue inéluctabilité du marché-roi (et tout ce qui en découle, en vrac : course au profit, mondialisation, délocalisations, creusement des inégalités, chômage de masse, démantèlement des services publics, ghettoïsation des banlieues, déshérence des zones rurales, dégradation de l'environnement, stigmatisation de nouvelles « *classes dangereuses* » à forte connotation raciste, acceptation honteuse de l'imperium yankee et soumission à ses visions géopolitiques mortifères, etc.).

C'était donc en 1987. Nous n'avions pas d'argent, juste quelques piécettes au fond de nos tirelires que nous avons mises dans le pot commun pour créer une SARL destinée à piloter le projet. À l'automne 1987, nous lançons, après l'acceptation de notre dossier par la COB (Commission des opérations en bourse), un appel public à l'épargne portant sur 6 millions de francs à souscrire par actions nominatives de

500 francs. Nous avions, pour réussir, une date butoir, la mi-mars. Jusqu'à cette date, les sommes recueillies étaient bloquées et, en cas d'échec, devaient être remboursées. Le lancement était prévu en janvier (nous ne doutions de rien !), et dès novembre nous avions engagé de gros frais : location d'un local, achat de matériel, premières embauches. Fin décembre, seulement un gros quart de la somme avait été souscrite : il restait encore deux mois et demi pour boucler, mais comment tenir en l'absence d'un produit et de sa mise en vente,



puisque nous ne pouvions toucher à l'argent de la souscription ? Il fallait lancer le journal, dans le vide, sans être sûr du résultat final, et faire tourner la boutique avec l'argent des premières rentrées des ventes. Mais avec quels sous ? Dures semaines ! Je sollicitai deux prêts, de 200 000 francs chacun, auprès de deux vagues connaissances fortunées, m'engageant à les rembourser dès la totalité du capital réunie et disponible (ce qui fut fait). Et le 21 janvier 1988 paraissait le premier numéro de *Politis*, avec en couverture le thème du dossier : « La France manque d'immigrés » (nous étions déjà à l'époque en pleine poussée d'urticaire lepéniste) (1) ! Quelques semaines plus tard, les six millions étaient souscrits, et au-delà – puisqu'il a même fallu refuser, et rembourser, un million et demi d'excédents, c'est la loi...

Belle aventure, non ? Nous avions donc eu raison d'être confiants : il y avait bien, dans ce pays, assez de gens pour refuser ce qu'on présentait partout comme inéluctable (« *la seule politique possible* »), assez de gens pour croire en un projet de journal libre, engagé, fier, pauvre et ramant à contre-courant des idées reçues. Ce soutien de nos lecteurs est notre viatique. Depuis bientôt vingt ans. C'est pourquoi je crois dur comme fer qu'une fois encore ils sauront nous tirer d'une mauvaise passe. Ce n'est pas encore gagné, la mobilisation doit se poursuivre : au rythme où elle a démarré, je parie sur la réussite. Toute l'équipe est soudée dans l'effort, derrière Denis Sieffert, qui tient bon les rênes.

Et une chose, voyez-vous, me met en joie – moi qui suis aujourd'hui à distance –, c'est de constater comme cette équipe, dont la plupart des membres n'ont pas connu la gestation et les débuts de *Politis*, découvre à son tour la force et l'enthousiasme qui furent les miens à l'époque (2). Quoi de plus réconfortant que de se dire : on ne travaille pas pour les murs !

17 OCTOBRE

C'était il y a quarante-cinq ans (décidément, cette semaine, je fais dans le mémoriel !) : le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie – cette guerre si longtemps niée –, une manifestation de masse d'Algériens, orchestrée par le FLN, se déroulait à Paris. Manifestation interdite, il va sans dire. Elle fut féroce ment réprimée, sur ordre du préfet de police de l'époque, le sinistre Papon. On ne saura jamais combien de manifestants furent tués par les « forces de l'ordre ». Plusieurs dizaines, pour le moins. Plusieurs jours après la ratonnade, des cadavres d'Algériens étaient encore repêchés dans la Seine. Un crime d'État jamais reconnu, qui ne donna jamais lieu à enquête officielle ni poursuites judiciaires, qu'on chercha à étouffer par tous les moyens et qui ne fut vraiment mis au jour qu'au cours des années 1980, grâce au travail de quelques militants, écrivains, journalistes

et intellectuels (Einaudi, Kagan, Anne Tristan, Trillat, Daeninckx, Levine, Vidal-Naquet...) et à la mobilisation d'associations – comme « Au nom de la mémoire » (3), de mon vieux complice Lallaoui, qui fut aussi l'auteur d'un film et d'un livre sur cet autre « oubli » : les massacres de Sétif, en 1945, vrai point de départ de la rébellion algérienne. Un bel article de Charlotte Nordmann et de Jérôme Vidal, que je vous incite à lire sur le site Oumma.com, rappelle l'histoire de cette occultation et conclut : « *L'oubli du 17 octobre 1961 a été pour une part dissipé, grâce à un travail de plusieurs dizaines d'années, mais la "mémoire officielle" qui se construit actuellement est pleine d'ambiguïtés. [...]. Les réseaux étatiques qui ont permis qu'aucun des crimes commis ne reçoive de sanction sont toujours actifs. La réticence de l'État et de la société civile à reconnaître les crimes du 17 octobre 1961 témoigne plus profondément de ce que l'histoire de la colonisation reste à faire. Cette histoire n'est pas du ressort des seuls historiens : il appartient à la société tout entière de la mener, car la société tout entière est aujourd'hui encore structurée par cette histoire coloniale.* »

À l'heure où nos banlieues menacent de s'enflammer à nouveau à cause du pompier pyromane qui siège à l'Intérieur (jusqu'à quand supporterez-vous, MM. Villepin et Chirac, que cet individu continue de mener sa campagne personnelle sous les auspices de ses fonctions officielles et avec les moyens de la République ?) ; à l'heure où nos parlementaires se sentent autorisés à légiférer sur le génocide arménien et la France éternelle à faire la leçon aux Turcs ; à l'heure où se poursuit, en catimini, une traque indigne aux immigrés sans papiers, fussent-ils à peine majeurs (4) ; à l'heure

où la France et l'Europe continuent de fermer les yeux sur les massacres perpétrés à Gaza par l'armée d'Israël : quand nous déciderons-nous enfin à regarder en face nos crimes de puissance impérialiste d'hier... et d'aujourd'hui ?

NOTES DE LECTURE

Les Américains ne sachant plus comment sortir du merdier où ils se sont fourrés en Irak, paraît qu'ils cherchent à mettre en place un dictateur ! Il y en avait un, qui faisait fort bien l'affaire : pourquoi ne pas le remettre en selle ?

– Je blague, il n'y a vraiment pas de quoi. Tiens, un beau livre, pour me faire pardonner : celui de Salah Al Hamdani, poète, écrivain, comédien, opposant à Saddam, emprisonné, torturé, exilé en France depuis 1975. C'est un récit à la première personne où il raconte, avec une sensibilité extrême et un vrai bonheur d'écriture, son *Retour à Bagdad* (5), après trente ans d'exil, et au bout d'un périple risqué à travers la Syrie. Il n'est pas revenu pour rester : il a désormais sa vie en France. Il s'est juste donné trente jours – un jour pour chaque année d'absence – pour revoir sa mère, ses frères, ses copains et les lieux de son enfance. C'est court, nerveux et beau à pleurer.

– C'est long, copieux, roboratif, ça a l'air passionnant (à peine eu le temps de le feuilleter), c'est un livre de référence : *Histoire du Liban*, par un collectif d'historiens (libanais et français). Pour tout savoir sur « *le pays du lait ou du miel* », qui « *a toujours vécu sur la corde raide* », des Phéniciens à nos jours (6).

– Enfin, piqûre de rappel : ci-contre la couverture de votre agenda littéraire 2007, année ebuesque ! (voir *Politis* n° 920).

Et, n'oubliez pas, on compte sur vous !
B. L.

(1) Un lecteur de la première heure, qui vient d'apporter son concours à la souscription actuelle, m'écrit : « *J'ai encore ce souvenir d'un vieil Arabe souriant à la une du premier numéro, qui m'avait tenu chaud pour l'hiver ...* »
(2) Exemple : un message, ce lundi matin, de Brigitte (la chouette fille que vous avez au téléphone quand vous appelez au journal, et qui est bien plus qu'une standardiste !) : « *... À part ça, dès que le sac (de plus en plus lourd) de courrier arrive, vers 11 h, je me précipite sur les chèques et les tonnes de lettres et de petits mots super sympas. C'est impressionnant et génial. Du coup, sandwich tous les midis, parce que là-haut, ils veulent les chiffres, et vite. Mais j'adore !* »
(3) À propos de mémoire, saluons celle de Gilles Pontecorvo, cinéaste italien, qui vient de mourir. Il fut notamment le réalisateur de la *Bataille d'Alger*, en 1966, film aussitôt interdit à sa sortie en France par la censure. D'avoir dit sur l'antenne d'Europe 1, après l'avoir vu en projection privée, que c'était « *un film beau et honnête* » me valut la première engueulade de ma hiérarchie !
(4) Réseau éducation sans frontières signale chaque jour de nouveaux cas. Contact : educsansfrontieres@free.fr
(5) *Le Retour à Bagdad*, Salah Al Hamdani, Les points sur les i, 110 p., 15 euros.
(6) *Histoire du Liban des origines au XX^e siècle*, sous la direction de Boutros Dib, Philippe Rey, 1 005 p., 30 euros.

pol-bl-bn@wanadoo.fr

Bulletin de commande

Je commande

le numéro 47-48 de la Revue **Mouvements**
« Amérique latine, le tournant à gauche » - 16 euros

Nom, Prénom :

Adresse :

Bulletin d'abonnement

Je m'abonne pendant un an (5 numéros dont un double)

à la Revue **Mouvements**

Abonnement normal - 52 euros

Étudiants/Chômeurs - 33,50 euros

Étranger - 61 euros

Nom, Prénom :

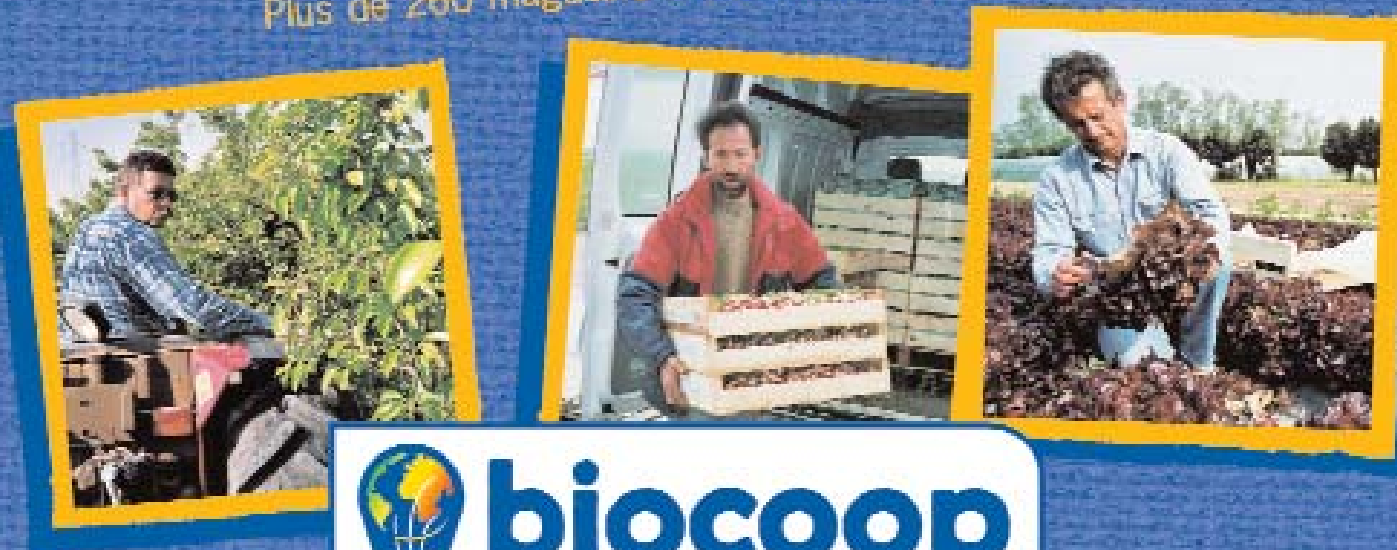
Adresse :

Merci de libeller les chèques à l'ordre de la Société du journal M.
À renvoyer 4, rue Béranger, 75003 Paris

DEPUIS 20 ANS BIOCOOP S'ENGAGE

POUR LE DÉVELOPPEMENT DE
L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE
POUR LA CRÉATION DE
FILIÈRES ÉQUITABLES
POUR UNE BIO ACCESSIBLE À TOUS

PREMIER RÉSEAU DE MAGASINS BIO EN FRANCE
Plus de 260 magasins à découvrir sur www.biocoop.fr



biocoop